

Édito

J'ai le plaisir de vous présenter une nouvelle édition de l'Année Économique et Sociale en Guadeloupe. Ce bilan de l'année écoulée, l'année 2008, se veut un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur la réalité économique et sociale de la région. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration fructueuse entre l'Institut et ses partenaires régionaux.

Je tiens ici à remercier tous les auteurs de cette « Année économique et sociale 2008 en Guadeloupe » :

- M^{me} Boyer de l'Institut d'Émission des Départements d'Outre Mer ;
- M^{me} Erivan de la Collectivité de Saint-Martin
- M^{me} Moutoussamy du Rectorat de la Guadeloupe ;
- Mme Saint-Charles du Port Autonome de la Guadeloupe ;
- M. Beaupère de la Collectivité de Saint-Barthélemy ;
- M. Bini de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe-à-Pitre ;
- M. Chaulet de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt ;
- MM. Darmalingon et Janik de la Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- M. Millo de la Direction régionale de l'Environnement de Guadeloupe ;
- M. Rafrac de la Direction départementale de l'Équipement de Guadeloupe ;
- M^{mes} Chesnel, Kali et Robert et MM. Benhaddouche, Horatius-Clovis, Le Grand, Moriame, Paraire, Silvestre et Valadou de l'INSEE.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter également les éditions 2008 de l'Année économique et sociale de la Guyane et de la Martinique. Ces trois publications sont disponibles sur Internet : www.insee.fr/guadeloupe ; www.insee.fr/guyane ; www.insee.fr/martinique.

Patrick HERNANDEZ

2008, la Guadeloupe frappée par la crise

En Guadeloupe, les premiers signes des crises économique et financière se font sentir en cours d'année 2008. Le déficit commercial se creuse, les prix augmentent davantage, les entreprises freinent leurs investissements, la construction de logements s'effondre. Au second semestre, le marché du travail se dégrade. En revanche, la création d'entreprise se porte bien car pour beaucoup, créer son entreprise c'est d'abord créer son propre emploi. L'agriculture retrouve des niveaux moyens de production et 2008 constitue une année en demi-teinte pour le tourisme.

En 2008, la crise financière rejaillit sur l'économie mondiale et la récession s'installe au dernier trimestre. Comme ses principaux partenaires, la France est touchée. Le PIB est en recul de 1,2 % au quatrième trimestre et le chômage augmente. En Caraïbe, le tourisme pâtit de la crise. Sur l'ensemble de l'année, le PIB guadeloupéen croît encore de 1,1 % mais c'est le plus mauvais chiffre de ces dernières années.

Au dernier trimestre les mouvements sociaux des gérants de stations services

puis des transporteurs ont préfiguré la déflagration sociale du 1er trimestre 2009.

A 2,4 milliards d'euros, le déficit commercial de la Guadeloupe se creuse. Les importations augmentent de 7% et les exportations (hors énergie) de 2 %. Les prix augmentent davantage, 2,2 % contre 1,4 % l'année précédente. Les services, l'alimentation (hors produits frais) et l'énergie sont les secteurs les plus touchés. L'année 2008 marque un ralentissement prononcé des crédits d'investissement aux entreprises. Le financement de la consommation des ménages s'essouffle. Le marché de l'automobile est morose : 17 600 immatriculations soit 7 % de moins qu'en 2007. En recul de 20 % par rapport à 2007, la construction de logements neufs s'effondre. La Guadeloupe compte 30 140 logements sociaux, dont la moitié est située à Pointe-à-Pitre et aux Abymes.

Le tissu économique guadeloupéen s'est enrichi de 4 200 nouvelles entreprises, 11 % de mieux qu'en 2007. Parmi elles, 1 140 ont été créées dans le commerce. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié, une façon pour l'entrepreneur de créer son propre emploi.

Au second semestre, le marché du travail se dégrade : fin 2008, on recense 42 340 demandeurs d'emploi soit 4 % de plus qu'en 2007. Les jeunes et les seniors sont les plus touchés. L'effectif des chômeurs diminue de 1 100. Cependant, avec un taux de 22 %, le chômage reste très élevé en Guadeloupe. Un diplôme, c'est un atout contre le chômage. Pourtant, avec un taux de réussite en retrait de dix points par rapport à la précédente session, 2008 ne restera pas dans les

annales pour le diplôme national du brevet.

L'agriculture retrouve des niveaux de production moyens. La banane (44 000 tonnes à l'export) a regagné la quasi-totalité de ses surfaces. L'exploitation de la canne à sucre a permis de produire 63 450 tonnes de sucre et près de 32 600 hectolitres de rhum agricole.

2008 est une année mitigée pour le tourisme. Deux millions de passagers à l'aéroport mais la fréquentation des hôtels et le nombre de nuitées est en forte baisse. Au port autonome de Guadeloupe, le trafic passagers progresse mais de façon moins sensible. En revanche, avec près de 3,6 millions de tonnes brutes de marchandises, le port autonome de Guadeloupe a battu son record. La Caraïbe demeure le principal partenaire avec 41% du trafic réalisé.

En 2008, en Guadeloupe, le nombre de naissances continue à diminuer pour s'établir à 5 758 bébés. Près des trois quarts de ces naissances se produisent hors mariage.

Initié par l'État en 2007, le Plan Séisme Antilles est mis en œuvre dans le département. Il a pour objectif de renforcer les bâtiments publics (en priorité SDIS et gendarmeries) et les logements sociaux.

2008, c'est aussi pour Saint Martin et Saint-Barthélemy, l'année au cours de laquelle ces deux nouvelles collectivités françaises d'Outre-mer s'installent dans leur nouveau statut acquis en 2007.

Pierre VALADOU

La crise financière atteint l'économie mondiale

Le ralentissement de la croissance amorcé en 2007 s'est transformé en récession à partir de septembre 2008. Tous les pays sont concernés et la récession devrait se confirmer en 2009. La France est touchée par la crise comme ses principaux partenaires commerciaux. Seuls, les pays émergents devraient conserver une croissance positive en 2009. La région Caraïbe pourrait être pénalisée par le recul prévisible du tourisme. Les prix des matières premières, très volatils en 2008, devraient se stabiliser à un niveau modéré par le recul de la demande mondiale.

Au quatrième trimestre 2008, le produit intérieur brut des économies avancées s'est fortement contracté (-1,8 %). Les débouchés se sont réduits partout et les entreprises ont ajusté leur production et leurs stocks à la baisse de la demande. Le recul général de la demande a entraîné une baisse des prix des produits pétroliers. Le net repli de l'inflation qui a suivi, a joué un rôle amortisseur dans la crise. Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance mondiale est limitée à 3,2 % contre 5,2 % en 2007.

La crise financière n'est pas totalement résorbée. Les actifs d'origine américaine passés en pertes et profits par l'ensemble des institutions financières au cours de la période 2007-2010 sont évalués à 2700 milliards de dollars.

Dans la zone euro, l'activité a chuté au quatrième trimestre 2008 (-1,5 %). La production a diminué dans l'industrie (-4,5 %) et dans la construction (-2,6 %).

Le recul de la demande influe sur les prix

Les cours des matières premières ont nettement chuté par rapport aux pics du milieu d'année, causant des pertes de revenus particulièrement lourdes aux pays exportateurs de matières premières. Le prix du pétrole, en particulier, a fortement baissé au quatrième trimestre. Le baril de Brent à 40\$ en moyenne au mois de décembre a été divisé par trois (120\$ en juillet).

La récession s'installe en 2009

En %

	2007	2008	2009	2010
Monde	5,2	3,2	-1,3	1,9
économies avancées, dont :	2,7	0,9	-3,8	0,0
- Etats Unis	2,0	1,1	-2,8	0,0
- Zone Euro, dont :	2,7	0,9	-4,2	-0,4
- France	2,1	0,7	-2,9	0,4
- Allemagne	2,5	1,3	-5,6	-1,0
- Japon	2,4	-0,6	-6,2	0,5
Pays émergents ou en développement, dont :	8,3	6,1	1,6	4,0
- Afrique	6,2	5,2	2,0	3,9
- Asie	10,6	7,7	4,8	6,1
- Chine	13,0	9,0	6,5	7,5
- Inde	9,3	7,3	4,5	5,6
Amérique Latine - Caraïbes, dont :	5,7	4,2	-1,5	1,6
- Brésil	5,7	5,1	-1,3	2,2
- Mexique	3,3	1,3	-3,7	1,0
- Venezuela	8,4	4,8	-2,2	-0,5
- Amérique Centrale ¹	6,9	4,3	1,1	1,8
- Caraïbes ²	5,8	3,0	-0,2	1,5
- République Dominicaine	8,5	4,8	0,5	2,0
- Haïti	3,4	1,3	1,0	2,0
- Suriname	5,5	6,5	2,8	2,5
- Trinidad et Tobago	5,5	3,4	0,5	2,0
- ECCU ³	5,2	1,8	-2,4	-0,1

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2009 ; Insee, note de conjoncture pour la France (prévision 2009)

(1) Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

(2) Bahamas, Barbade, Belize, République Dominicaine, Guyane, Haïti, Jamaïque, Suriname, Trinidad et Tobago.

(3) Union monétaire la Caraïbe orientale (Eastern Caribbean Currency Union) : Dominique, Sainte-Lucie, Antigua et Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Grenade

La crise des subprimes : de la crise financière à la crise économique

La crise financière s'est amorcée en 2007 aux États-Unis sur le marché des prêts hypothécaires aux emprunteurs les plus risqués (prêts Subprimes). Puis, elle s'est transmise à l'économie réelle par trois canaux principaux. D'abord, la crise financière a entraîné une **crise de confiance** qui touche l'ensemble des agents économiques : les banques hésitent à se prêter entre elles, tandis que les ménages, par crainte du chômage, accroissent leur épargne de précaution. Ensuite, **l'accès au crédit** est devenu plus coûteux et difficile : les prêteurs, confrontés à un risque de défaut accru, font payer plus cher les emprunteurs, voire refusent de leur prêter. Restriction de crédit et crise de confiance ont un impact particulièrement négatif sur l'investissement des ménages et des entreprises. Enfin, **la baisse de demande** entraîne une contraction du commerce mondial, propageant la crise à l'ensemble de l'économie mondiale. En retour, la dégradation de l'économie réelle entretient la crise financière. C'est le cas en particulier de la baisse des prix dans l'immobilier sur le marché américain qui nourrit la crise des subprimes.

La France en récession, comme ses principaux partenaires

En 2008, le produit intérieur brut a progressé de 0,4 % en moyenne annuelle après +2,3 % en 2007 et +2,2 % en 2006. Le ralentissement à l'œuvre depuis l'été 2007 s'est transformé en France en un repli modéré de l'activité au troisième trimestre 2008 (-0,3 % du PIB), puis en un net recul de l'activité au quatrième trimestre (-1,2 % du PIB). Le regain de tensions financières qu'a entraîné la faillite de la banque d'affaire Lehman Brothers a durci les conditions de financement et a entraîné un accroissement généralisé de l'aversion au risque. Les entreprises ont été poussées à couper les dépenses d'investissement et à réduire fortement leurs stocks.

La récession devrait se prolonger au premier semestre 2009. Le climat des affaires s'est à nouveau dégradé en février 2009 et atteint désormais un niveau historiquement bas. L'activité devrait se replier au premier trimestre 2009 en France (-1,5 %) comme dans l'ensemble des économies avancées (-1,5 %). En 2008, le chômage a repris sa progression en France métropolitaine au cours du 4^{ème} trimestre, passant de 7,2 % à 7,8 % de la population active. Il a également progressé en Martinique (de 21,2 % à 22 %) et en Guyane (de 20,3 % à 21,8 %) et a diminué en Guadeloupe (22,7 % à 22 %). La hausse du chômage s'accroîtrait en France métropolitaine en 2009 avec un taux de chômage prévu à 8,8 % au deuxième trimestre 2009. Aux Antilles, l'impact des conflits sociaux de janvier et février pèsera sur l'activité et sur l'emploi.

Le tourisme touché dans la région Caraïbe

En 2008, le PIB des pays de la Caraïbe a progressé de 3,0 % contre 5,8 % en 2007. Mais, la crise financière s'est rapidement propagée après la mi-septembre 2008 aux marchés de la zone Caraïbe, région qui reste économiquement liée aux États-Unis (commerce, flux financiers et transferts de fonds). Les trois piliers de l'économie des pays de la Caraïbe sont impactés par la crise. Le recul de l'activité dans les pays avancés, en particulier aux États Unis a diminué la demande de produits d'exportation, a réduit le tourisme et a diminué les transferts de fonds des travailleurs immigrés. La baisse des prix des matières premières constatée depuis le second semestre 2008 a limité les revenus du Venezuela et de Trinidad et Tobago, principaux exportateurs de matières premières dans la région, mais a également joué un rôle d'amortisseur de la crise pour les pays importateurs de matières premières. L'envolée des prix des denrées alimentaires constatée au cours du premier semestre avait particulièrement touché les populations les plus pauvres, contribuant notamment à déclencher une crise politique en Haïti. Le Brésil et le Suriname ont été touchés par la baisse des cours des matières premières. La dépréciation du Real Brésilien a absorbé en partie les effets de la crise grâce à une inflation maîtrisée (+5,7% en 2008).

Hervé LE GRAND

Pour en savoir plus :

>> Fonds Monétaire International

- Regional Economic Outlook: Western Hemisphere, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2009/WHDI/ENG/wreo0509.htm>
- World Economic Outlook (WEO), avril 2009, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/index.htm>

>> Insee :

- Note de conjoncture, "La récession se prolonge", mars 2009, http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm
- Les comptes de la nation en 2008, Insee Première n°1236, mai 2009



Chronique des événements

SOCIAL >>>

>>> Août à septembre

Mouvement des transporteurs de granulats avec blocage de l'île le 10/9. Un accord est conclu le 12/9.

>>> 29/9 au 1/10

Fermeture des stations services, les gérants ne veulent pas de nouvelles ouvertures de station. Un accord intervient le 1^{er} octobre.

>>> 8 au 10 décembre

Après la Guyane, le réseau routier guadeloupéen est bloqué par un collectif de transporteurs pour obtenir **une baisse du prix des carburants et de la bouteille de gaz**. Un accord est signé le 10 décembre (le sans plomb à 1,16 euros et le gazole à 0,99 euros).

POLITIQUE >>>

>>> Municipales de mars

Peu de surprises pour l'élection des 32 maires de Guadeloupe. **E. Jalton** (Les Abymes), **L. Michaux-Chevry** (Basse-Terre) et **J. Bangou** (Pointe-à-Pitre) arrivent ou reviennent aux affaires. En avril, **J.C. Malo**, maire de Bouillante, est élu président de l'association des maires de Guadeloupe.

>>> Cantonales

la gauche l'emporte et **J. Gillot** est réélu président du Conseil général.

>>> Le 7 avril 2008

L'UGTG s'est donné un nouveau secrétaire général, **E. Domota**, 41 ans, cadre supérieur dans le secteur de l'emploi.

>>> Le 17 avril 2008

Le décès d'**Aimé Césaire**, le chanteur martiniquais de la négritude, provoque une grande émotion.

>>> Le 4 novembre 2008

L'élection de **Barack Obama** à la présidence des États Unis d'Amérique suscite un important élan d'enthousiasme en Guadeloupe comme dans beaucoup d'autres régions du monde.

>>> Le 6 décembre 2008

N. Desforges arrive en tant que nouveau préfet de la Guadeloupe. Il remplace E. Berthier nommé préfet de la Sarthe.

ÉCONOMIE >>>

>>> En février, l'Europe donne de l'air au programme de développement rural de la Guadeloupe : 138 millions d'euros sont attribués au titre du **fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)**. A ces fonds viennent s'ajouter un financement national de 54 millions.

>>> **Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA)** est adopté en janvier par le Conseil général. En mars, 8 des 13 décharges sauvages présentes sur l'île font l'objet d'un arrêté de fermeture. A partir de juillet ces fermetures sont effectives, les déchets sont transférés sur le site de la Gabarre. Par

ailleurs, le réseau de déchetteries s'étoffe (Deshaies, Saint-François).

>>> A partir de février, le projet de **loi programme pour l'Outre-mer (LOPOM)** suscite débats et inquiétudes. Plusieurs mesures ressortent de ce texte : la création de zones franches globales d'activité, le basculement de la défiscalisation en faveur de l'habitat social et le plafonnement des mesures de défiscalisation. Les socioprofessionnels (BTP, Fedom, CGPME, Medef, défiscaliseurs) appuyés par les élus obtiennent un délai jusqu'à 2010 pour les mesures concernant le plafonnement.

>>> **Le projet de rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre (RUPAP)** est en marche. Son achèvement est prévu en 2018. Fin 2008, huit projets immobiliers sortent de terre dans le centre-ville. Les premiers relogements devraient intervenir fin 2009.

>>> **La réorganisation des transports interurbains** avance. En 2008, vingt millions d'euros ont été affectés par le Conseil général à ce projet. Les déplacements intra urbains sont du ressort des communes voire d'une communauté de communes

ÉVÈNEMENTS CLIMATIQUES >>>

>>> Le 19 mars, **la houle de Pâques** cause de sérieux dégâts à la ville du Moule pour laquelle l'état de catastrophe naturelle est reconnu.

8,4 millions d'euros, c'est le coût engendré par le passage de la **houle d'Omar** le 15 octobre de Gourbeyre à Deshaies.

Pierre VALADOU



2008, An 1 de la collectivité de Saint-Martin

Conformément à l'article 74 de la Constitution, la COM de Saint-Martin est régie par une loi organique, celle du 21 février 2007. En juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Martin a été officiellement érigée par la mise en place de son conseil territorial.

Île de Saint-Martin

Situation : au nord de l'arc antillais, à 260 kms de la Guadeloupe et à 25 kms de Saint-Barthélemy

Saint-Martin

Partie française

Chef lieu : Marigot

Superficie : 53 km²

Population (2006) : 35 260 hab.

Densité : 665 h/km²

Statut : Collectivité française d'Outre-mer

Conseil territorial : 23 membres

Président : M. Frantz Gumbs

Sint-Maarten

Partie hollandaise

Chef lieu : Phillipsburg

Superficie : 34 km²

Population (2007) : 38 960 hab.

Densité : 1 146 h/km²

Statut : Territoire autonome du Royaume des Pays-Bas

Située à 8 000 kms de Paris, l'île de Saint-Martin a été découverte en 1493 par Christophe Colomb. Elle couvre près de 90 km² et offre l'originalité d'une cohabitation entre les communautés française (Saint-Martin, 53 km²) et hollandaise (Sint-Maarten, 34 km²).

L'économie de Saint-Martin

En 2006, Saint-Martin comptait 35 260 habitants, soit 21 % de plus qu'en 1999. Délaissant son passé agricole (marais salants, tabac, coton, canne à sucre), Saint-Martin a tertiarié son économie et l'a résolument orientée vers le tourisme. Les activités des secteurs primaire et secondaire sont marginales. Au 1er janvier 2007, 5 680 entreprises sont recensées à Saint-Martin. Le secteur du commerce en regroupe 25 % et celui de l'hôtellerie-restauration 20 %. En 2007, 540 nouvelles entreprises ont vu le jour dont 60 % dans les services. La grande majorité (80 %) des entreprises de Saint-Martin n'emploie pas de salarié. Toutefois, le tourisme génère 2 200 emplois salariés (chiffre 2006).

L'île de Saint-Martin accueille surtout des touristes nord-américains et dans une moindre mesure une clientèle européenne et sud-américaine. En 2007, plus de 1,4 millions de croisiéristes ont profité de la zone franche de Phillipsburg en zone hollandaise. Côté français, sur l'aéroport de Grand Case, 95 000 passagers ont été comptabilisés en 2008, un chiffre en hausse de 2,6 % par rapport à 2007.

En 2008, Saint-Martin n'est pas épargnée par le ralentissement de l'activité touristique constaté également en Guadeloupe « continentale ». Selon l'enquête de fréquentation hôtelière, le taux de fréquentation des hôtels classés est en baisse de deux points par rapport à l'année précédente. Le nombre de nuitées s'établit à 373 000, en chute de 29 %. A 49 %, la part des nuitées étrangères est en baisse. La durée moyenne du séjour est de 2,9 jours.

En 2008, en moyenne mensuelle, Saint-Martin compte 830 allocataires du RMI, 2 490 demandeurs d'emploi (en baisse de 2,5 %) et 1 115 chômeurs indemnisés.

Colette ERIVAN
COM de Saint-Martin

Entre 1947 et 2007, Saint-Martin et Saint-Barthélemy ont été rattachées administrativement à la Guadeloupe. En décembre 2003, les électeurs de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy se sont prononcés en faveur du statut de Collectivité d'Outre-mer.

Depuis juillet 2007, Saint-Martin et Saint-Barthélemy exercent l'ensemble des compétences dévolues aux communes, au département et à la région de la Guadeloupe, ainsi que celles que l'Etat lui a transférées. Elles sont compétentes en matière de fiscalité, de transports routiers, de ports maritimes,



2008, An 1 de la collectivité de Saint-Barthélemy

Conformément à l'article 74 de la Constitution, la COM de Saint-Barthélemy est régie par une loi organique, celle du 21 février 2007. En juillet 2007, la nouvelle COM de Saint-Barthélemy a été officiellement érigée par la mise en place de son conseil territorial.

L'île de Saint-Barthélemy, située à 8 000 kilomètres de Paris a été découverte par Christophe Colomb en 1493.

L'économie de Saint-Barthélemy

En 2006, Saint-Barthélemy comptait 8 255 habitants, soit 20 % de plus qu'en 1999. Saint-Barthélemy a fondé son économie sur un tourisme résidentiel et haut de gamme en hôtels ou villas de location. Pour préserver l'attrait de l'île, la Collectivité a tenu à contrôler le développement de cette activité. Elle n'a pas souhaité bénéficier des différents dispositifs de défiscalisation afin de maîtriser l'évolution économique du territoire.

La structure économique de Saint-Barthélemy est orientée vers les activités liées au secteur du tourisme, les services marchands non financiers, le commerce et le BTP.

Au 1^{er} janvier 2007, sur les 2 950 entreprises recensées à Saint-Barthélemy, 24 % exercent dans le commerce, 22 % dans le BTP et 22 % dans une activité de services aux entreprises. L'hôtellerie et la restauration regroupent 7 % des entreprises. En 2007, 300 nouvelles entreprises ont vu le jour dont 56 % dans les services. La majorité des entreprises (80 %) n'emploie pas de salarié. Toutefois le tourisme génère 1 700 emplois salariés (chiffre 2006).

En 2007, le nombre de visiteurs à Saint-Barthélemy a progressé de 1,6 % pour s'établir à 323 850, grâce à l'augmentation de 3,2 % du nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Saint-Jean (+ 5 550 voyageurs). En

2008, 101 600 passagers ont transité par le port de Gustavia.

Avec un taux de 51 %, la fréquentation est restée stable en 2008 dans l'hôtellerie homologuée par rapport à 2007. Le nombre de nuitées s'établit à 112 000, en baisse de 4,2 %. La part des nuitées étrangères est de 55 %. La durée moyenne de séjour est de 3,7 jours.

En 2008, en moyenne mensuelle, Saint-Barthélemy abrite une trentaine d'allocataires du RMI, 120 demandeurs d'emploi (en baisse de 9 % par rapport à 2007) et 115 chômeurs indemnisés.

Christophe BEAUPERE
COM de Saint-Barthélemy

de voirie, de tourisme, de droit domaniale de la collectivité, d'accès au travail des étrangers et en matière de création et d'organisation des services et établissements publics de la collectivité, mais aussi dans le domaine de l'urbanisme, de la construction, du logement, de l'environnement et de l'énergie.

L'État reste cependant compétent en matière de droit pénal, de droit commercial et de droit monétaire, bancaire et financier. Un préfet délégué représente l'État et le gouvernement au sein des COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Île de Saint-Barthélemy

Chef lieu : Gustavia

Situation : Dans les Petites Antilles, à 230 kms au nord-ouest de la Guadeloupe et à 25 kms de Saint-Martin

Superficie : 21 km² (25 km² îlets compris)

Population (2006) : 8 255 hab.

Densité : 393 h/km²

Statut : Collectivité française d'Outre-mer

Conseil territorial : 19 membres

Président : M. Bruno Magras



Le déficit commercial se creuse

Hors énergie, les exportations guadeloupéennes progressent de 2 % en 2008, grâce aux ventes de produits agricoles et de biens intermédiaires. Les importations augmentent de 7 %, gonflées par la hausse de la facture énergétique et l'augmentation de la demande en biens d'équipement. Le déficit commercial s'alourdit de 9 %, à 2,4 milliards d'euros. La France métropolitaine et la Martinique restent les principaux partenaires commerciaux de la Guadeloupe : les échanges avec les pays voisins de l'espace Caraïbe représentent seulement 4 % des exportations et 15 % des importations en 2008.

En 2008, les importations guadeloupéennes augmentent sensiblement : elles s'élèvent à 2,6 milliards d'euros, en hausse de 7 %. L'envolée des prix de l'énergie explique 4,3 de ces 7 points de hausse : la valeur des importations de produits pétroliers a augmenté de 27 % en un an. Les exportations, d'un montant douze fois plus faible, reculent de 13 % à 205 millions d'euros. La chute de moitié des réexportations de pétrole raffiné vers la Guyane explique ce résultat : hors énergie, les exportations guadeloupéennes progressent de 2 %.

Le déficit de la balance commerciale régionale s'aggrave donc de 9 %, à 2,4 milliards d'euros. Le déséquilibre des échanges s'accroît, avec un taux de couverture¹ inférieur à 8 %, contre 9,7 % l'année précédente. Il concerne tous les grands secteurs d'activité : les déficits les plus importants sont dus à la facture énergétique (-460 millions d'euros ou M€), aux échanges de produits de l'industrie agroalimentaire (-320 M€), et aux importations de véhicules automobiles (-307 M€).

Plus de la moitié des importations proviennent de France métropolitaine. La Martinique en fournit 8 % (essentiellement des hydrocarbures), 13 % viennent d'Europe (UE à 27) et 0,3 % de Guyane. Les importations de produits destinés à la consommation des ménages reculent de 4 %, alors que les achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires augmentent respectivement de 7 et 10 %.

Les importations de véhicules automobiles - qui proviennent à 85 % d'Europe - progressent de 7 %. La Guadeloupe importe peu de produits agricoles (45 M€), et présente un taux de couverture de 63 % pour ces produits.

Légère hausse des exportations hors énergie

Les principales exportations guadeloupéennes sont constituées à 41 % de produits agricoles (principalement de bananes) et agro-alimentaires, à 20 % de produits pétroliers (réexportés), et à 15 % de biens intermédiaires. Si les ventes agricoles à l'export ont augmenté de 18 %, celles de produits agroalimentaires transformés reculent de 16 %, à 57 M€. Le bon niveau des expéditions de rhum en 2008 (+ 8 %) n'a pu compenser la chute de 27 % des ventes de sucre. Les exportations de biens intermédiaires progressent en revanche de 71 %, portées par les ventes de métaux et produits métalliques (+62 %), et celles de produits chimiques et plastiques (+103 %).

Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2008

En % et millions d'euros

	Importations	Exportations	Solde pour la Guadeloupe
Métropole	52,1	38,3	-1 276,1
Europe hors France	13,4	7,0	-332,8
Martinique	8,1	21,3	-166,0
Guyane	0,3	19,7	32,7
CARACP	1,5	1,2	-36,7
Caraïbe	7,9	1,1	-205,0
Etats-Unis	5,6	2,1	-141,4
Autres	11,1	9,3	-270,2
Total	100,0	100,0	-2 395,5

(1) Mesuré par le rapport entre les exportations et les importations.

Source : Douanes



La Guyane (pétrole raffiné) et la Martinique (biens de consommation et biens intermédiaires) constituent les principales destinations des exportations guadeloupéennes, avec la moitié des ventes : hors énergie, les ventes à ces deux DFA augmentent de 11 % en 2008, à 62 M€.

La France métropolitaine reçoit 38 % des exportations guadeloupéennes. L'hexagone achète principalement (à 78 %) des produits agricoles et agroalimentaires. En 2008, ces achats s'établissent à 61 M€, en baisse de 13 % par rapport à l'année précédente. Les pays de l'Union européenne, avec 14 M€ d'achats, représentent 7 % des exportations guadeloupéennes.

Des relations de voisinage timides et déficitaires

Les échanges commerciaux entre la Guadeloupe et ses voisins de l'espace Caraïbe hors DFA² restent faibles. En 2008, seulement 4 % des exportations sont écoulées dans la région caraïbe, et 15 % des importations en proviennent. Au total, les importations de biens en provenance de l'espace régional se sont élevées à près de 392 M€ en 2008, en hausse d'un tiers par rapport à 2007. Elles sont constituées à 77 % de produits énergétiques (essentiellement du pétrole raffiné). Les flux d'exportations sont nettement plus faibles, avec moins de 9 M€ en 2008, mais dynamiques : ils augmentent

de 73 %. Le déficit de la Guadeloupe avec les territoires proches s'élève donc à 383 M€ en 2008, soit 37 % de plus qu'en 2007. Si le commerce avec la Guyane affiche un léger excédent (+33 M€), les échanges avec la Martinique sont largement déficitaires (-166 M€), ce qui porte le déficit total vis à vis de la région caraïbe y compris DFA à 516 M€.

Les échanges de la Guadeloupe avec ses partenaires caribéens sont très polarisés. Les trois principaux fournisseurs de la Guadeloupe (États-Unis dont Porto-Rico, Aruba et les Iles Vierges américaines) concentrent près de trois quarts des importations. Les trois premiers clients (États-Unis dont Porto-Rico, République Dominicaine et Aruba) achètent plus de 80 % de nos exportations régionales.

Cette polarisation géographique est liée à l'importance des échanges de produits énergétiques (essentiellement du pétrole raffiné), qui représentent les trois-quarts des importations en provenance de l'espace Caraïbe, et 15 % des exportations (réexportations). Loin derrière, la Guadeloupe importe également des biens intermédiaires, en particulier des matériaux de construction : ciment du Venezuela, fils de fer à béton de Trinidad et Tobago, etc. Les plus gros postes d'exportation vers les pays voisins sont les biens d'équipement (matériel informatique, machines industrielles), mais aussi les bateaux de plaisance et de pêche (19 % des exports hors raffinage).

Hit parade des importations en provenance de la Caraïbe

En % et millions d'euros

Type de produits	Montant en euros	Poids
Raffinage de pétrole	280 692 400	72%
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	20 630 234	5%
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	12 300 205	3%
Sidérurgie et première transformation de l'acier	10 848 068	3%
Construction navale	7 674 282	2%
Agriculture, chasse, services annexes	6 792 966	2%
Industries alimentaires diverses	5 063 315	1%
Industrie chimique minérale	3 847 466	1%
Construction automobile	2 848 802	0,7%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	2 826 833	0,7%
Autres	38 377 925	9,8%
Total	391 902 496	100%

Source : Douanes

Éric MORIAME

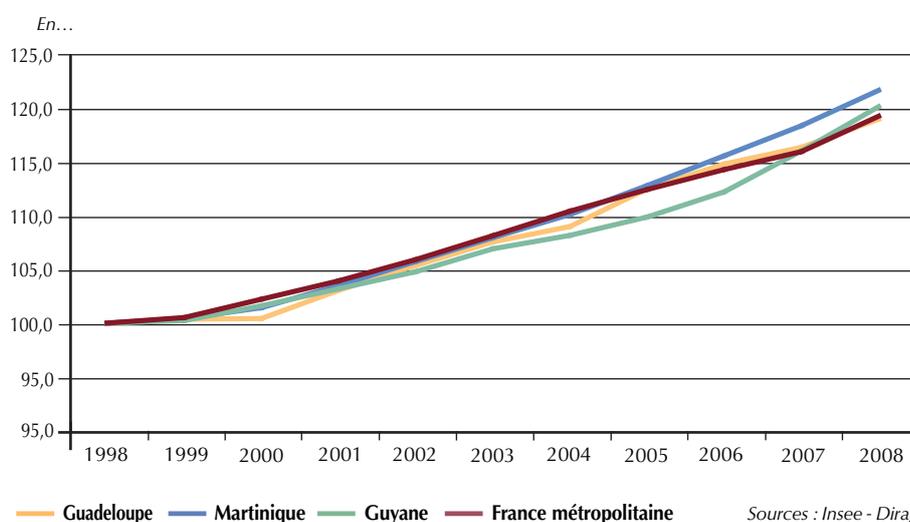
(2) Nota : Au sens large, les pays de l'espace Caraïbe retenus sont toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union Européenne et donc la Guadeloupe.



Les prix repartent à la hausse en 2008

Pour l'année 2008, les prix à la consommation des ménages guadeloupéens progressent de 2,2 % après une augmentation limitée à 1,3 % l'année précédente. La Guadeloupe se démarque des autres Départements français d'Amérique (DFA) avec une inflation plus modérée qu'en Martinique (2,8 %) et en Guyane (3,5 %). Les prix guadeloupéens augmentent également moins vite qu'en France métropolitaine où l'inflation est de 2,8 %.

Une hausse des prix marquée depuis 2006
Évolution des prix à la consommation entre 1998 et 2008 dans les DFA et en France métropolitaine



Les secteurs qui contribuent le plus à l'inflation sont les services, l'alimentation hors produits frais et l'énergie. Ils ont poursuivi leur croissance de 2007. Seuls le tabac et les produits manufacturés font exception : l'augmentation de leurs prix ralentit.

Les prix des services poursuivent leur dynamique en 2008

L'ensemble des services représente 39 % des dépenses des ménages. Ils contribuent à près de la moitié de l'augmentation globale des prix avec un taux de croissance de 2,5 % par rapport à 2007.

Dans les prix des services liés au logement, les loyers et services rattachés¹ expliquent une augmentation de 0,5 % de l'ensemble des prix. Ils progressent en moyenne annuelle de 5,9 %. Les loyers réels des locataires et sous-locataires augmentent de 2,3 % soit un point de plus que l'année précédente. Les assurances liées au logement augmentent de 5,1% par rapport à 2007. A l'inverse, le coût des transports baisse de 0,6 % par rapport à 2007. C'est la première baisse observée depuis 2002. En particulier, le coût du transport aérien de voyageurs diminue de 10,5 %. Les autres services augmentent de 2,3 % en 2008. La protection sociale² progresse de 9,7 % contre 3 % en 2007.

(1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

(2) Les dépenses pour la protection sociale correspondent aux dépenses pour les crèches, les assistantes maternelles et les maisons de retraite.



L'alimentation contribue à 0,8 % de l'inflation

L'alimentation hors produits frais explique plus du tiers de la hausse des prix avec une évolution moyenne de 4,9 %. Le pain, les céréales, les huiles et les graisses augmentent de 6,1 %.

Les produits frais augmentent plus modérément. Cependant le prix des laitages et des œufs augmente de 6,6 % par rapport à 2007, alors qu'il a augmenté de 1,6 % en 2007 par rapport à 2006. L'évolution des prix des fruits et des légumes est plus modérée.

Le prix des fruits baisse de 1,3 % par rapport à 2007 et celui des légumes ne progresse que de 0,5 % contre 7,8 % entre 2006 et 2007.

Les produits pétroliers augmentent de 4,4 %

L'énergie contribue à hauteur d'un cinquième à la hausse des prix en 2008. Ce poste augmente en moyenne annuelle de 3,9 %. Après un important ralentissement entre 2006 et 2007 (0,4 %), le prix des produits pétroliers augmente de 4,4 %. De jan-

vier à septembre 2008, l'indice du prix des produits pétroliers progresse sans interruption. En octobre 2008, il baisse pour atteindre en décembre son plus bas niveau depuis avril 2005. Ce qui aboutit à une forte diminution de 11,4 % entre décembre 2007 et décembre 2008.

Tendance à la baisse pour les produits manufacturés

Le prix de l'habillement et des chaussures baisse de 3,1 %. Il en est de même pour le prix des produits de santé, qui diminue de 2,4 % par rapport à 2007. Plus précisément, le prix des produits pharmaceutiques baisse de 2,3 % et celui des autres produits médicaux, de 2,6 % par rapport à 2007. En 2008, le prix des produits manufacturés a baissé de 0,1 % en variation moyenne annuelle, alors qu'en 2007, il était stable. Ce phénomène a été observé pour la dernière fois en 2004 avec une baisse de 0,4 %.

Une inflation sous-jacente inférieure à celles des autres Départements Français d'Amérique

En 2008, l'inflation sous-jacente est de 1,8 % en moyenne et est inférieure à l'indice de la France métropolitaine (2,4 %). Elle est également plus faible que celles de la Martinique et de la Guyane où elle s'élève à 2,6 %.

Pourtant, sa croissance s'accélère car elle était évaluée à 0,5 % en 2007 et retrouve un niveau équivalent à celui qu'elle avait entre 2004 et 2006.

Indice des prix à la consommation en Guadeloupe

Indice base 100 : moyenne 1998

	Pondération 2008	Indices		Variation	Contribution à la hausse des prix en 2008
		2007	2008	2008/2007	
		Moyen	Moyen	En moyenne	
Alimentation	2 073	116,1	120,9	4,1 %	0,8 %
Produits frais	354	112,6	112,8	0,2 %	0,0 %
Alimentation hors produits frais	1 719	115,3	120,9	4,9 %	0,8 %
Tabac	100	240,3	254,4	5,9 %	0,1 %
Produits manufacturés	2 862	103,1	103,0	-0,1 %	-0,03 %
Habillement et chaussures	720	89,1	86,3	-3,1 %	-0,2 %
Produits de santé	243	94,8	92,6	-2,4 %	-0,1 %
Autres produits	1 900	110,0	111,4	1,3 %	0,2 %
Energie	1 054	140,3	145,8	3,9 %	0,4 %
Produits pétroliers	837	156,5	163,4	4,4 %	0,4 %
Services	3 911	119,2	122,1	2,5 %	1,0 %
Loyers et services rattachés	917	115,4	122,2	5,9 %	0,5 %
Services de santé	410	129,6	130,5	0,7 %	0,0 %
Transports-communications	608	112,1	111,4	-0,6 %	-0,04 %
Autres services	1 977	120,7	123,4	2,3 %	0,4 %
Ensemble	10 000	116,3	118,9	2,2%	2,2%

Sources : Insee - Dirag

Définitions

L'indicateur de l'inflation sous-jacente permet de dégager une tendance de fond du niveau général des prix. Pour son calcul, sont pris en compte l'alimentation hors produits frais, l'habillement et chaussures, les autres produits manufacturés, les transports et communications et les autres services.

La variation moyenne annuelle représente la variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année $n-1$. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées en cours d'année.

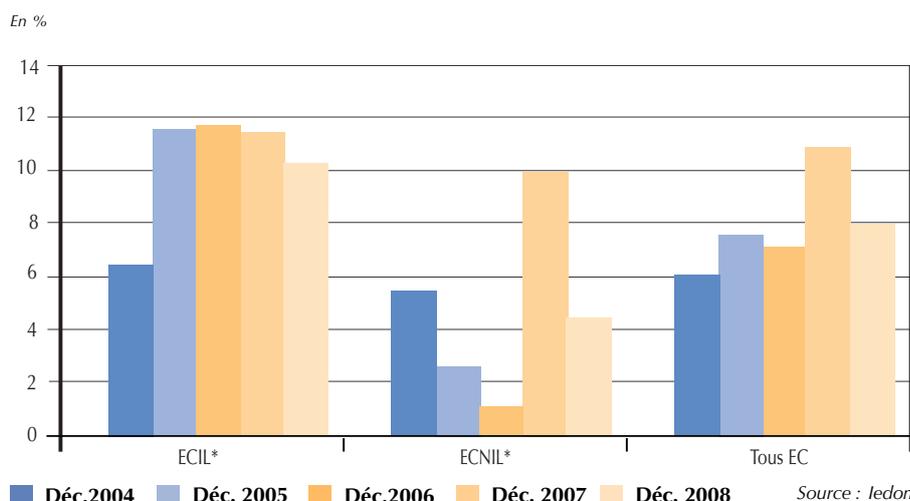
Lauren KALI
Hélène CHESNEL



Ralentissement du marché du crédit en 2008

En 2008, confrontée à un climat des affaires déprimé et aux répercussions de la crise financière sur les marchés boursiers, l'activité des établissements de crédit intervenant en Guadeloupe a ralenti sur le marché du crédit. Au 31 décembre 2008, l'encours sain s'établit à 6,65 milliards, en augmentation de 8 % sur un an, contre 10,9 % en 2007 et 8,4 % pour la moyenne sur longue période. L'exercice est en particulier marqué par un ralentissement relativement prononcé des crédits d'investissement aux entreprises, succédant, il est vrai, à de très bons résultats en 2007. Le financement de la consommation des ménages a également tendance à s'essouffler.

Encours sain des crédits à l'économie guadeloupéenne
Glissement annuel



* ECIL : établissements de crédit installés localement
* ECNIL : établissements de crédit non installés localement

Tout au long de l'exercice 2008, le rythme de progression des crédits d'investissement (entreprises et collectivités locales) a ralenti, faisant apparaître en fin d'année un recul de 9,5 points par rapport au point haut enregistré en 2007 (+9,8 % contre +19,3 %). Après l'embellie relevée au cours de l'exercice précédent, les crédits à la consommation des ménages ont crû annuellement de 4,1 %, contre 6,9 %

en 2007. Sur le segment de l'habitat, le ralentissement en rythme annuel, bien que moins marqué, s'est également poursuivi, l'encours enregistrant son plus faible taux de croissance sur deux ans (+8,3 %). Enfin, en raison des fluctuations observées sur les comptes ordinaires débiteurs des sociétés non financières, le taux de croissance des crédits d'exploitation a été moindre (+1,8 % contre +4,1 % en 2007).

Évolution de l'encours sain par nature de crédit (en millions €)

En nombre et en %

	Crédits à l'habitat	Crédits d'exploitation	Crédits à la consommation	Crédits d'investissement	Autres crédits	Total sain
31-déc-08	3 017	467	921	2 022	223	6 650
31-déc-07	2 784	459	885	1 841	186	6 156
31-déc-06	2 526	441	828	1 543	213	5 551
31-déc-05	2 302	394	780	1 445	257	5 178
31-déc-04	2 158	371	755	1 298	229	4 811
Variation 08/07	8,3 %	1,8 %	4,1 %	9,8 %	19,7 %	8,0 %
Variation an. moy. 08-04	8,7 %	5,9 %	5,1 %	11,7 %	-0,7 %	8,4 %

Source : Iedom



L'essoufflement est plus prononcé sur la clientèle des entreprises dont l'encours de crédit (50,5 % de l'ensemble) a progressé de 8,1 % en 2008, après une croissance de 12,8 % en 2007. Le segment des crédits aux ménages enregistre pour sa part un tassement moins marqué, l'encours passant de 11,1 % à 7,6 % en un an.

Ralentissement des crédits d'investissement

Au 31 décembre 2008, l'encours sain des crédits aux entreprises s'élevait à 3,36 milliards d'euros, en hausse de 251,2 millions sur un an (+353 millions en 2007).

A 1,39 milliard d'euros, l'encours sain des crédits d'investissement a progressé de 13,3 % (+163,2 millions d'euros), contre +18,6 % durant l'exercice précédent. Plusieurs éléments permettent d'expliquer ce ralentissement : d'une part, l'année 2007 avait été exceptionnellement bien orientée en matière d'investissement, marquée par un niveau d'activité soutenu dans le secteur du BTP en liaison avec la reprise

de la commande publique. D'autre part, devant une conjoncture incertaine, impactée par une situation sociale agitée au dernier trimestre et un comportement attentiste des chefs d'entreprise lié à la crise économique mondiale et aux incertitudes des dispositions fiscales de la loi pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM), les décisions d'investissement ont pu être annulées ou reportées¹.

Ainsi, suivant la même tendance, l'encours des crédits à l'habitat des entreprises (1,51 milliard d'euros) a crû de 6,8 %, un chiffre inférieur de 2,5 points à celui relevé en 2007. La profession bancaire a fait preuve d'une prudence accrue en matière de financement de la promotion immobilière.

L'encours total des crédits d'exploitation a reculé de 6,2 millions d'euros (-1,4 %) sur un an. Cette baisse s'explique, pour l'essentiel, par le repli de 2,7 % des lignes de découverts. Le recours aux crédits de trésorerie a en revanche continué de s'intensifier

(+5,7 %), compte tenu des tensions observées sur l'encours des comptes à vue des entreprises (-6,4 % sur un an).

Davantage de ménages en difficulté

L'encours sain des crédits aux ménages, composé à plus de 60 % de crédits à l'habitat, s'élevait à 2,43 milliards d'euros à fin décembre 2008. L'évolution la plus marquante concerne les comptes ordinaires débiteurs de cette clientèle, qui ont affiché une croissance exceptionnelle de 16,6 % sur un an (+6,6 millions d'euros), nettement supérieure à la moyenne de long terme (+3,8 %). Cette évolution qui traduit une augmentation de la vulnérabilité des ménages contraste avec l'amélioration enregistrée en 2007 (-9,3 %). L'évolution de l'encours des crédits à la consommation, hors comptes ordinaires débiteurs, reflète pour sa part la perte de vitesse du marché automobile et le fléchissement de la consommation des ménages. Un resserrement relativement net est en effet apparu sur ce segment, l'encours ayant augmenté de 3,5 % sur un an (+29,4 millions d'euros), après +7,8 % en 2007.

Enfin, après avoir enregistré des taux de croissance particulièrement élevés en 2007 (+14 %) favorisés par des conditions débitrices relativement attractives sur les prêts immobiliers, l'encours des crédits à l'habitat a affiché la progression la plus faible depuis deux ans (+9,9 %, soit +136,3 millions d'euros).

Évolution de l'encours sain par agent économique

En million d'euros et en %

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
31-déc-08	3 360	2 435	665	191	6 650
31-déc-07	3 109	2 262	634	150	6 156
31-déc-06	2 756	2 037	611	147	5 551
31-déc-05	2 576	1 858	608	137	5 178
31-déc-04	2 394	1 761	555	101	4 812
Variation 08/07	8,1 %	7,6 %	4,9 %	26,6 %	8,0 %
Variation an. moy. 08-04	8,8 %	8,4 %	4,6 %	17,1 %	8,4 %

Source : ledom

Sandie BOYER
ledom

(1) : Depuis le 2ème semestre 2007, les intentions d'investissement des entreprises du département sont en berne, d'après l'enquête de conjoncture économique de l'ledom.



Les créateurs privilégient les services

En 2008, le tissu économique guadeloupéen (hors îles du Nord) s'est enrichi de 4 200 nouvelles entreprises, soit 10,7% de mieux qu'en 2007. La moitié d'entre elles ont été créées dans les services qui demeurent le premier gisement de créations devant le commerce. Avec une progression de 45 % du nombre des créations, l'industrie, notamment les IAA, enregistre la plus forte hausse devant les services (+16 %). Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié et 42% des emplois salariés créés relèvent de la construction.

Au 1^{er} janvier 2008, 33 000 entreprises exercent leur activité dans l'industrie, la construction, le commerce et les services non financiers (champ ICS). En Guadeloupe (hors îles du Nord), le tertiaire, composé des services et du commerce, reste largement majoritaire avec trois-quarts des entreprises (48 % pour les services et 28 % pour le commerce). La construction et l'industrie représentent respectivement 16 % et 8 % de l'appareil productif guadeloupéen.

En Guadeloupe, les entreprises sans salarié représentent plus des trois-quarts des entreprises, avec une représentation plus forte dans les services et la construction. Il s'agit là d'une véritable révolution démographique : dans les années 90, c'était le cas pour deux tiers d'entre elles seulement.

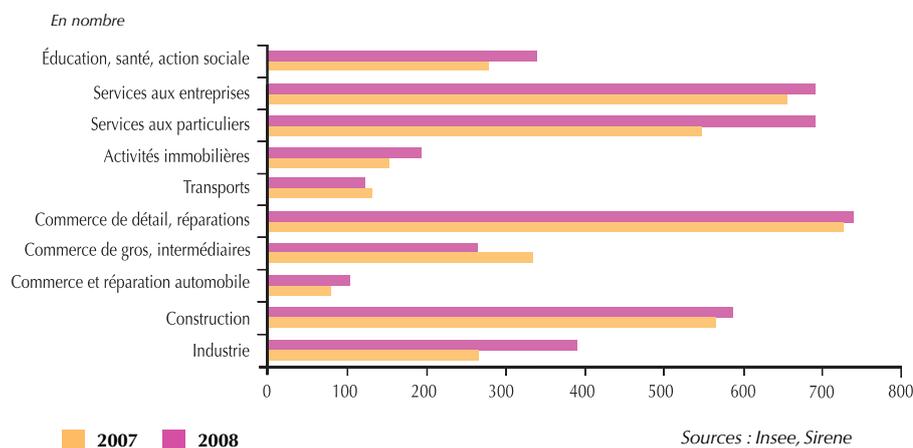
Les services : premier gisement de créations d'entreprise devant le commerce

Avec une progression de 10,7 % des créations, l'année 2008 poursuit et amplifie la tendance constatée au cours des deux années précédentes : 4 194 nouvelles entreprises se sont installées sur le territoire guadeloupéen. La moitié de ces unités nouvelles ont été créées dans les services soit 2 109 créations, dont 1 381 dans les services aux entreprises et aux ménages. Loin derrière, vient le commerce qui, avec 1 108 entreprises, représente 26 % du total, dont 740 pour le commerce de détail et la réparation. La construction compte 587 nouvelles unités, soit 15 % des créations. Enfin, l'industrie a suscité l'intérêt de 390 nouveaux entrepreneurs.

45 % d'entreprises supplémentaires dans l'industrie

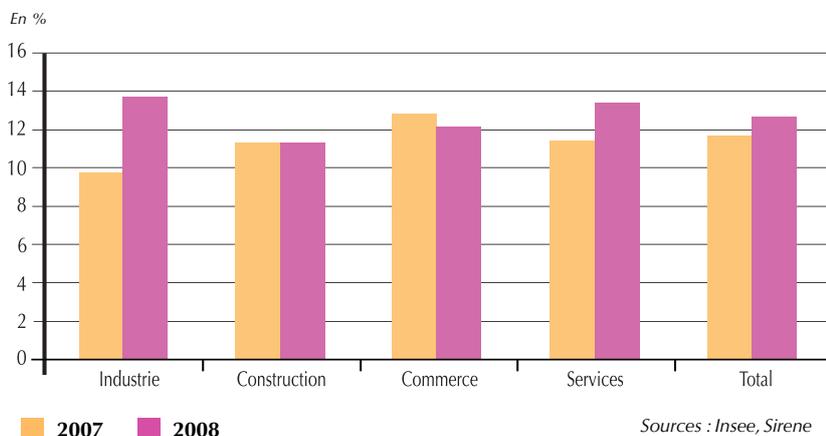
Bien que portant sur des volumes moindres, c'est dans l'industrie que la dynamique de création a été la plus forte : le nombre des créations progresse de 45 % par rapport à 2007 et leur poids dans l'ensemble des créations passe de 7 % en 2007 à 9 % en 2008. L'essentiel de ce bon résultat est imputable aux industries agro-alimentaires dont les créations ont plus que doublé au cours de l'année, faisant presque oublier la progression de 22 % des industries des biens intermédiaires.

L'industrie et les services aux particuliers progressent plus vite
Principaux secteurs de création d'entreprise en Guadeloupe





L'industrie et les services se renouvellent mieux Taux de création par grand secteur d'activité en Guadeloupe



Les services en progression de 16%

Le secteur des services représente la moitié du renouvellement et sa progression est importante, soit +16 %. Les services aux particuliers sont les premiers bénéficiaires (+26 %). Avec 9 % des créations, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration retrouve le chemin de la hausse (+23%) après la chute de 8% enregistrée en 2007.

Près de 24 % des créations portent sur le secteur des activités immobilières et 22 % sur celui de l'éducation, la santé et l'action sociale.

Les services opérationnels, qui avaient suscité peu d'engouement l'année précédente, progressent à nouveau en 2008 (+22 %). En revanche, le recul de 7 % des créations dans le conseil et l'assistance, qui regroupe notamment les services professionnels, les activités informatiques ou encore la publicité, limite la croissance des services aux entreprises (+6 %). Le commerce reste à l'écart de la dynamique de création. Déjà en recul l'année dernière, ce

secteur est en repli de 3% en 2008. Avec 30% des unités nouvelles dont les deux tiers dans le commerce de détail, il reste pourtant le deuxième gisement de créations derrière le secteur des services. Enfin, la progression de 4% enregistrée dans le secteur de la construction reste timide et en deçà de la moyenne régionale.

Meilleurs taux de création pour l'industrie et les services

Dans ce contexte favorable, le taux de création atteint 12,6 % en 2008. L'industrie et les services affichent des taux de création supérieurs à la moyenne, respectivement 13,6 % et 13,3 %. Le renouvellement de leur tissu productif est plus important que dans les autres secteurs d'activité. Plus de la moitié des entreprises créées sont venues s'ajouter au stock existant, faisant progresser le taux de création de deux points par rapport à 2007. Le commerce est en repli avec un taux de 12 %. Enfin, la construction enregistre un taux de création de 11 %.

Les activités liées à la santé prennent de l'ampleur

Les activités relatives à la santé, surtout celles des auxiliaires médicaux continuent de se développer pour répondre aux besoins grandissants de soins d'une population qui vieillit, comme en témoigne la hausse des créations dans ce secteur (+21 %). Les activités immobilières (+25 %) et les activités financières (+42 %) poursuivent leur essor. En revanche, les créations dans les transports se contractent de 5 % après un bond de 37 % en 2007, année durant laquelle le schéma départemental des transports a été mis en place.

90 % des entreprises créées n'ont pas de salarié

En 2008, neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Seules deux entreprises de plus de 20 salariés ont été créées, toutes deux dans les services. Parmi les 2072 nouveaux emplois salariés, 42 % concernent la construction, 14% le commerce, 13 % les IAA, 8 % les services opérationnels et 6 % l'hôtellerie et la restauration.

Ali BENCHADDACHE
Joelle ROBERT

Définitions

Taux de création : Rapport entre les créations de l'année donnée et le stock d'entreprise au 1^{er} janvier de l'année.



Le Plan Séisme Antilles en Guadeloupe

Les Antilles sont soumises à plusieurs types de risques : inondation, cyclonique, sismique, mouvement de terrain, tsunami. Certains risques font partie ou presque du «quotidien» antillais. D'autres comme le risque sismique, en raison de leur faible occurrence, sont peu présents dans les réflexes de la population alors que l'aléa est particulièrement fort. En effet, les deux plus importants séismes connus en France ont eu lieu aux Antilles en 1839 pour la Martinique et en 1843 pour la Guadeloupe. Comme par le passé, de tels séismes majeurs, de magnitudes supérieures à 7,5 sur l'échelle de Richter pourraient se produire sur l'arc antillais.

A ce fort aléa sismique s'ajoute une grande vulnérabilité des constructions existantes aux Antilles. En effet, compte tenu de la rareté des terrains constructibles, les habitations ont pu être construites sur des sites dangereux. De plus, les logements sociaux, les écoles et les autres équipements publics, construits à la fin des années 50 alors que l'aléa sismique était moins connu, ne répondent plus aux normes actuelles de construction parasismique.

Le Plan Séisme Antilles pour les bâtiments publics

En 2007, le gouvernement a souhaité mettre en place un plan spécifique pour les Antilles, appelé «Plan Séisme Antilles» visant à protéger les populations. Ce dispositif vient en complément des actions de sensibilisation de la population et de qualité de la construction neuve, déjà engagées depuis 2005 dans le cadre du Plan national de prévention du risque sismique.

Le Plan Séisme Antilles se fixe comme objectif le renforcement du bâti antillais et prioritairement des bâtiments de gestion de crise (gendarmerie, SDIS), des bâtiments publics (enseignement, santé, administrations) et du parc des logements sociaux.

En première approche, le montant des investissements à réaliser pour mettre à niveau les bâtiments publics a été estimé en 2007, à 2 milliards d'euros

sur chaque île (Martinique et Guadeloupe).

En 2008, plusieurs diagnostics ont été lancés en Guadeloupe : la publication de leurs résultats permettra de disposer d'une évaluation plus précise des investissements nécessaires, de hiérarchiser les niveaux d'urgence et de mieux programmer les interventions.

Pour autant, la réalisation de ces diagnostics n'a pas retardé le démarrage des premiers travaux de renforcement ou de démolition/reconstruction. Plusieurs chantiers sont en cours : SDIS aux Abymes, hôtel de police de Pointe-à-Pitre, écoles à Saint-Claude et aux Abymes. Outre les crédits réservés par chaque ministère pour la mise à niveau de ses propres bâtiments, des financements exceptionnels ont été mis en place pour répondre aux besoins d'investissements des collectivités et notamment :

- Le Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) : ses recettes ont été triplées et il pourrait apporter jusqu'à 40 millions d'euros par an aux Antilles,
- Des crédits du programme européen FEDER 2007-2013, au titre des surcoûts,
- Des crédits issus du Secrétariat d'Etat à l'Outre mer,
- Des crédits exceptionnels du Plan de Relance 2008/2009



- Les financements issus des conseils généraux et régionaux et des communes de Martinique et Guadeloupe, ainsi que des collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

Un chantier de longue haleine

Malgré ces importants efforts financiers, il est probable que la mise à niveau du bâti antillais demandera plusieurs années voire quelques dizaines d'années. Plusieurs raisons justifient cela :

- Les collectivités et maîtres d'ouvrages devront étaler ces investissements lourds dans le temps,

- La gestion communale des travaux va imposer de réaliser successivement certaines opérations de renforcement ou reconstruction (par exemple pour les écoles, il sera nécessaire d'engager les travaux successivement sur les différents groupes scolaires puisqu'il est impensable de fermer toutes les écoles en même temps),

- La capacité même des bureaux d'études, maîtres d'oeuvre et entreprises est limitée et ils ne pourront pas faire face à une augmentation trop forte du nombre de chantiers.

Les habitations privées également

Enfin, parallèlement au renforcement des bâtiments publics, la mise à niveau du parc existant de bâtiments privés, notamment les habitations, devra être conduite. Dans ce domaine, les interventions sont plus difficiles car elles relèvent de l'incitation, financière notamment. Pour les bâtiments nouveaux, des actions d'information et de sensibilisation sont nécessaires pour convaincre les particuliers à construire parasismique en s'assurant notamment les services d'un cabinet conseil.

Claude MILLO
Diren



Les photographies ont été prises en Guadeloupe et en Martinique respectivement peu après le séisme des Saintes le 21 novembre 2004 et le séisme de Martinique le 29 novembre 2007.





Production agricole : 2008 dans la moyenne des dix dernières années

En Guadeloupe, la banane (44 000 tonnes à l'export) et la canne à sucre (63 450 tonnes de sucre) ont retrouvé en 2008 des niveaux de production moyens. La diversification de la filière agricole se poursuit mais la concurrence internationale est parfois rude (melons, fleurs). La structuration de la filière viande départementale porte ses fruits : la viande locale est davantage présente dans les rayons des grandes surfaces. La signature en décembre 2008 du plan Banane Durable, visant à limiter l'usage des pesticides, dénote l'intérêt du monde agricole pour la préservation de l'environnement.

La production agricole guadeloupéenne reste dynamique en 2008. Les principales productions que sont la banane et la canne à sucre ont retrouvé des niveaux correspondants à une année moyenne. La banane, après le cyclone DEAN de 2007 a pratiquement regagné la totalité de ses surfaces, ce qui a permis d'exporter 44 000 tonnes pour une valeur de 49 millions d'euros. Après la récolte record de

2007, la canne à sucre a retrouvé un niveau proche de la moyenne décennale avec 63 452 tonnes de sucre produites pour 622 207 tonnes de cannes broyées.

Avec une production qui se maintient à 46 millions d'euros pour les légumes, 30 millions d'euros pour les fleurs et 18 millions d'euros pour les tubercules, la filière maraîchère a connu une bonne campagne 2008. Ce résultat est cepen-

Les chiffres clé de la filière canne

Unités : en tonne, %, euros/tonne

Canne			
	2008	2007	2006
Cannes broyées (tonne)			
* usines	622 207	732 450	716 895
* distilleries	67 787	54 744	56 655
Prix payés planteurs (euros/t)			
* part usines	33,70	36,65	31,85
* part Etat	24,04	24,87	24,73
* distilleries	54,20	57,55	64,49
Sucre produit (tonne)	63 452	80 210	68 637
Richesse en saccharine	9,11	9,86	8,83
Mélasses (tonne)	24 406	33 947	29 541
Rhum (HAP)*			
Agricole			
* production	32 586	29 587	25 717
* marché local	18 371	17 236	17 519
* exportation	11 787	9 093	7 164
Sucrierie			
* production	42 103	45 311	33 115
* marché local	799	837	808
* exportation	38 457	35 761	34 589
Total			
* production	74 689	74 898	58 832
* marché local	19 170	18 073	18 327
* exportation	50 244	44 854	41 753

* HAP : hectolitre d'alcool pur

Sources : DAF, DSV, Douanes

Une filière qui se diversifie

En Guadeloupe, la richesse de l'agriculture repose sur la grande variété de ses produits. Les filières de diversification sont désormais bien implantées.

dant tempéré par les difficultés des producteurs de melons dues à des conditions climatiques peu favorables et à l'accroissement de la concurrence. Les prix producteurs ont subi une baisse sensible, principalement à l'export où



les prix sont passés de 1,20 euro en 2007 à 0,75 euro en moyenne en 2008.

Les fleurs produites en Guadeloupe (anthurium, alpinia) occupent toujours une bonne place sur le marché local ce qui permet d'écouler 60 % de la production. Les prix sont restés globalement stables, l'export est toujours confronté à une vive concurrence.

Produire local

La production de viande locale est fortement soutenue par l'Interprofession Iguavie. Cette organisation économique regroupe les producteurs, les abatteurs, les transformateurs, et les distributeurs. Sa structuration plus forte a permis en 2008 de pénétrer avec succès les rayons des grandes surfaces et de proposer au consommateur de la viande locale. Elle a également favorisé les abattages contrôlés réalisés en abattoirs agréés, améliorant ainsi la traçabilité et la qualité sanitaire des produits. Cependant, les intrants ont subi une forte hausse en 2008, notamment les produits pétroliers, les

engrais, les produits de protection des cultures, les aliments pour animaux. Ceci a conduit à une dégradation des résultats de la plupart des exploitations agricoles ainsi qu'à une baisse des revenus tirés des activités de production.

Produire mieux est un objectif majeur

Un engagement a été pris en matière de protection de l'Environnement avec la signature en décembre 2008 du plan Banane Durable.

Cet accord vise le développement de pratiques respectueuses de l'environnement, notamment la réduction de l'usage des pesticides. Le plan Banane Durable s'inscrit dans le cadre du Grenelle de l'environnement et dans le plan «Ecophyto DOM 2008-2018» encourageant les méthodes agricoles non chimiques. Cependant, cette opération est lancée dans un contexte difficile. Fin novembre l'Organisation Mondiale du Commerce a condamné l'Union Européenne pour l'existence de droits de douane sur les importa-

tions de bananes en provenance des pays producteurs autres que ACP. La baisse des droits de douane va accélérer l'arrivée sur le marché de «bananes-dollars» en provenance des pays d'Amérique du Sud où les prix de revient sont nettement moins élevés en raison de pratiques culturelles intensives et d'une réglementation sociale inexistante.

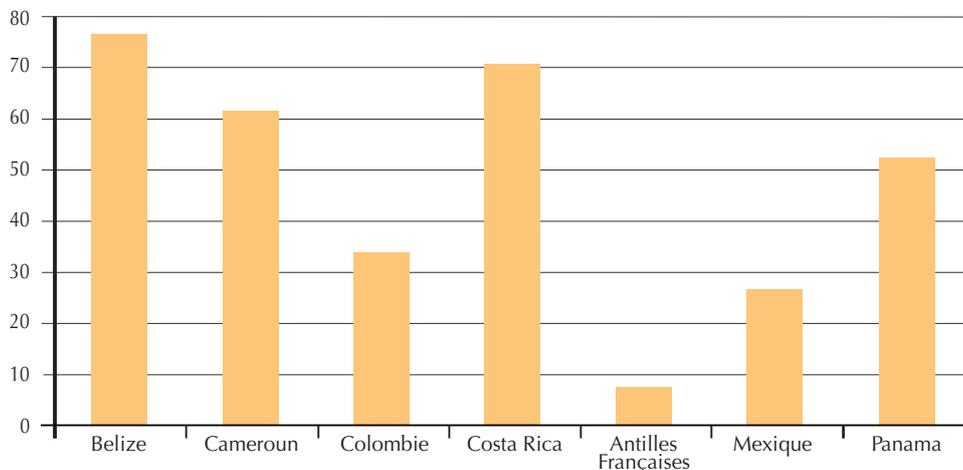
L'élaboration de gammes de fruits plus performantes d'un point de vue qualitatif et environnemental, est un des aspects par lequel la filière antillaise entend résister. Cette dernière constitue avec 10 000 emplois sur les deux îles de la Guadeloupe et de la Martinique, le premier employeur privé local, avec des salariés bénéficiant de conditions de travail relevant de la réglementation française et qui de ce fait bénéficient de la meilleure protection sociale de la filière mondiale des producteurs de banane.

Gil CHAULET
DDAF

Une utilisation des pesticides nettement moins importante aux Antilles françaises

Consommation de pesticides dans différentes zones de production

En kilo de matière active par hectare et par an



Source: Cirad, Carbab Cameroun, BGA Bézelle



La construction de logements neufs s'effondre en 2008

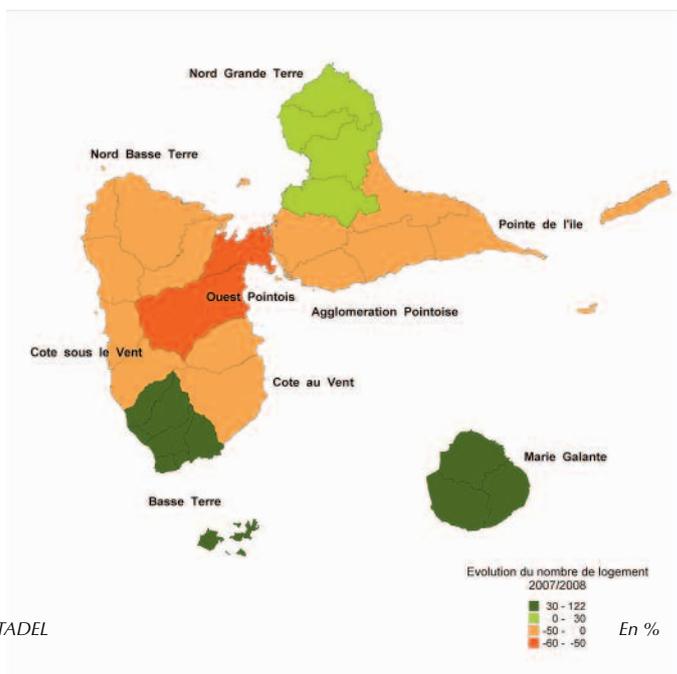
Le nombre de logements ordinaires autorisés à la construction recule de 20,5 % par rapport à l'année 2007. Le recul concerne les logements collectifs et individuels. La construction de logements est en repli dans presque tous les bassins d'habitat.

En 2008, le nombre de logements ordinaires autorisés à la construction en Guadeloupe est de 3 460, soit un recul de 20,5 % par rapport à l'année précédente. La construction de logements a été fortement impactée par la crise économique. Dans un contexte incertain, les ménages ont pu décider de reporter la construction d'une maison à une date ultérieure. Ils jouent un rôle clé dans ce marché dominé par le logement individuel (60 % en 2007). De plus, les banques ont pu être plus réticentes pour allouer des prêts.

La diminution est plus importante pour les logements collectifs (-37%) que pour les logements individuels (-10%). Pour ces derniers, cette réduction moindre est due uniquement à la progression très importante (+77%) des logements individuels groupés, car les logements individuels purs enregistrent une baisse de 29 %. In fine c'est la répartition même du type de construction qui est modifiée. Ainsi en 2007, 40 % des autorisations concernaient le logement collectif, en 2008 elles chutent à 33 %.

La construction de logements est en repli dans presque tous les bassins d'habitat. En particulier dans celui de l'Ouest Pointois, où elle chute de plus de 53 %. La baisse enregistrée dans ce bassin, qui concentrait l'année précédente, 20 % des logements autorisés, explique à elle seule la moitié du recul constaté en Guadeloupe. Dans ce contexte morose, le bassin de Basse-Terre s'en tire très bien avec une augmentation de 36 %. Cette croissance est tirée par le logement collectif comme par le logement individuel. La surface habitable moyenne des logements est de 86 m². Selon le type de construction, elle varie fortement : 66 m² pour un logement collectif, 67 m² pour un individuel groupé et 111 m² pour l'individuel pur.

Autorisations de logements neufs ordinaires en date réelle de décision



Source : SITADEL

Christophe RAFRAF
DDE

Définitions

- Les logements ordinaires sont définis par opposition aux logements en résidence.
- Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques, sociales
- Six types principaux de résidences sont recensés : pour personnes âgées, de tourisme, hôtelières à vocation sociale, pour personnes handicapées, pour étudiants.



30 140 logements sociaux au 1^{er} janvier 2008 en Guadeloupe

Au 1^{er} janvier 2008, le patrimoine locatif social de la Guadeloupe (y compris les Iles du Nord) s'élève à 30 140 logements. La région compte 71 logements sociaux pour 1000 habitants. Près de la moitié des logements sont situés sur les communes des Abymes ou de Pointe-à-Pitre. Le parc est composé à 80 % de logements collectifs et à 74% de trois ou quatre pièces. Alors qu'il y a peu d'emménagements dans le parc social, le pourcentage de logements vacants plus de trois mois reste important.

Au 1^{er} janvier 2008, le nombre de logements sociaux s'élève à 30 138 en Guadeloupe dont 1460 à Saint Martin, en progression de 2,9 % sur un an. L'année précédente, le parc social avait crû de 1,6 %.

Des logements récents

Le parc social de Guadeloupe est récent : près de quatre logements sur dix ont dix ans ou moins et un logement sur six a même cinq ans ou moins. Ceci témoigne du rythme soutenu de la construction de logements sociaux ces dernières années. Le parc s'est enrichi de 325 logements supplémentaires finis en 2007.

Près de la moitié du parc aux Abymes ou à Pointe-à-Pitre

Au 1^{er} janvier 2008, la densité du parc locatif social guadeloupéen s'élève à 71 logements pour 1000 habitants, contre 66 en Martinique et 65 à la Réunion. La densité guadeloupéenne est à relativiser. Le parc social est très concentré sur le territoire départemental. Près d'un logement sur deux est situé sur les communes des Abymes ou de Pointe-à-Pitre, alors qu'au dernier recensement ces communes regroupent un habitant sur cinq. L'âge du bâti a un impact sur sa localisation : les logements récents ont été beaucoup plus souvent construits hors des agglomérations de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre.

Récents ou anciens, les logements collectifs sont largement majoritaires dans

le parc social. Ils représentent 80 % des logements. Autre caractéristique, les trois quarts des logements sont des trois ou quatre pièces.

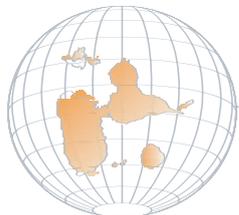
Cependant, tout le parc n'est pas loué, 29 846 logements sont proposés à la location, en progression de 2,2 % par rapport au 1^{er} janvier 2007. Le reliquat, près de 300 logements, est soit loué à des associations, soit en attente de réhabilitation ou de démolition.

Peu de mouvements

Plus de 350 logements ont été mis en location pour la première fois en 2007. La quasi-totalité sont des logements neufs, construits en 2007. Les trois quarts sont des logements collectifs. En Guadeloupe, les nouvelles mises en location sont essentiellement des logements de trois ou quatre pièces.

Il y a peu d'emménagements dans le parc social. Le taux de mobilité déjà faible l'année précédente, recule encore cette année et passe de 8,2 à 7,6 %. Il est de 5,6 % en Martinique et de 8,9 % à la Réunion. Ce taux témoigne de la difficulté à obtenir un logement social. En particulier, les logements individuels semblent particulièrement appréciés car ils changent peu de locataires.

Pourtant, bien qu'il y ait peu d'emménagements, de nombreux appartements n'ont pas trouvé de locataire en 2007. Toutefois, le taux de vacance totale au 1^{er} janvier en Guadeloupe



recule nettement par rapport à l'année précédente et passe de 3,7 % à 2,5 %. Il s'établit à 1,3 % en Martinique. Les taux de vacance supérieurs à trois mois demeurent encore élevés 1,7 % contre

0,1 % en Martinique. Cependant la vacance n'affecte pas de la même façon tout le territoire. Les logements vacants durant plus de trois mois sont pour plus de la moitié regroupés dans

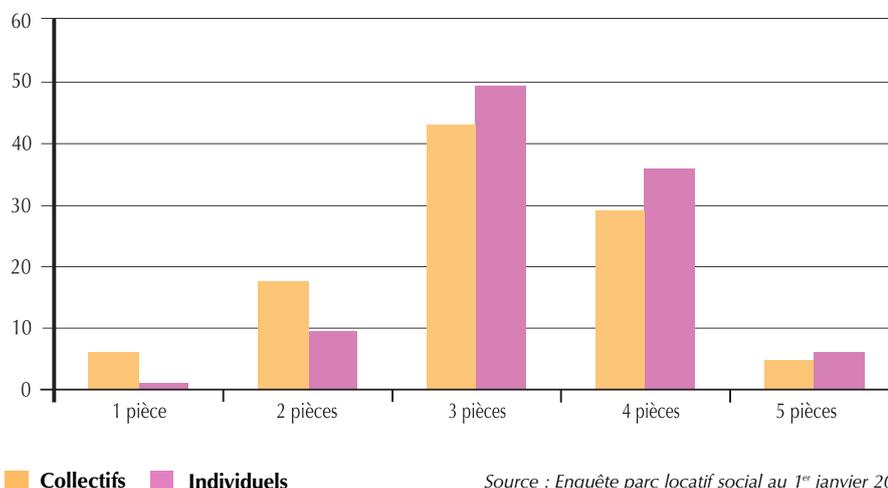
la commune de Pointe-à-Pitre, alors que cette commune regroupe seulement 20 % du parc social.

Christophe RAFRAF
DDE

Une majorité de 3 et 4 pièces

Répartition du parc locatif social individuel et collectif selon le nombre de pièces

En % du nombre de logements individuels ou collectifs



Source : Enquête parc locatif social au 1^{er} janvier 2008

Définitions

- Densité = (logements locatifs sociaux au 1^{er} janvier de l'enquête EPLS) / (estimation de population au 01/01/2007 INSEE)
- Taux de vacance = (logements vacants parmi les logements locatifs proposés à la location) / (logements locatifs loués ou proposés à la location)
- Taux de vacance de plus de 3 mois = (logements vacants depuis plus de 3 mois parmi les logements locatifs proposés à la location) / (logements locatifs loués ou proposés à la location)
- Taux de mobilité = (emménagements dans les logements locatifs proposés à la location en service depuis au moins un an) / (logements locatifs loués ou proposés à la location en service depuis au moins un an)*

* hormis les logements qui ont été emménagés pour la première fois au cours de l'année de l'enquête.

Champ de l'enquête : logements locatifs conventionnés, faisant l'objet d'un contrat de location et gérés par un organisme HLM, sociétés d'économie mixte ou agréé (à l'exclusion des logements-foyers, des résidences pour personnes âgées ou handicapées..) Les collectivités territoriales qui gèrent directement leur patrimoine social ne font pas partie de l'enquête.



Le commerce en 2008 : des résultats en demi-teinte

Au 1^{er} janvier 2008, en Guadeloupe (hors Iles du Nord), 9 500 entreprises commerciales sont répertoriées contre 9 230 un an plus tôt. Au cours de l'année 2008, 1 140 nouvelles entreprises commerciales ont vu le jour, soit 3% de moins qu'en 2007. Les Iles du Sud ont accueilli 120 nouvelles entreprises dont 30 dans le secteur du commerce. En 2006, avec 43% du chiffre d'affaires, 48% de la valeur ajoutée et un taux de marge de détail est prépondérant en Guadeloupe.

cial traduisant la volonté des investisseurs de développer une palette d'offres commerciales comparables au standard européen.

Au 1^{er} janvier 2008, la Guadeloupe (hors Iles du Nord), compte 9 500 entreprises commerciales soit 2,9 % de plus qu'un an auparavant. Le commerce de détail regroupe 62 % des entreprises du commerce, soit 5 850 unités.

Les créations d'entreprises marquent le pas

En 2008, le tissu commercial guadeloupéen s'est enrichi de 1 136 nouvelles entreprises, un chiffre en baisse de près de 3 % par rapport à 2007. Ce chiffre prolonge la tendance déjà constatée en 2007, année où les créations d'entreprises dans ce secteur avait diminué de 5 % par rapport à 2006.

Trois quart des entreprises sans salarié

Entreprises commerciales en Guadeloupe par taille au 1^{er} janvier 2008 (hors Iles du Nord)

En nombre et %

Secteurs	0 salarié	1 à 9 salariés	>10 salariés	Total	%
Commerce de gros	1684	349	104	2 137	22,5
Commerce de détail dont	4380	1308	161	5849	61,6
- Supermarchés et hypermarchés	0	1	16	17	0,2
- Alimentation de proximité	750	187	18	955	10,0
- Autres alimentaires spécialisés	378	91	6	475	5,0
- Equipement de la personne	641	292	13	946	10,0
- Equipement du foyer	207	80	16	303	3,2
- Culture/Loisirs/Santé/Sport	280	235	46	561	5,9
- Autres commerces de détail	2124	422	46	2 592	27,3
Boulangerie, pâtisserie	154	121	24	299	3,1
Charcuterie, boucheries	96	17	1	114	1,2
Véhicules et accessoires	687	353	63	1 103	11,6
Total Commerce (en nombre)	7 001	2 148	353	9 502	100
(en pourcentage)	73,7	22,6	3,7	100	

Sources : Insee, Sirene 2008

Depuis les années 60, le développement de l'appareil commercial de la Guadeloupe a connu deux tendances majeures. Entre 1960 et 1980, le paysage commercial s'est largement ouvert aux formes modernes de la distribution grâce aux investissements conséquents dans l'immobilier et l'adaptation des infrastructures. Les décennies suivantes marquent une accélération de l'équipement commer-

Les équipements de la personne et l'alimentation de proximité (10 % chacun) sont les secteurs d'activité les plus représentés.

Parmi les 9 500 entreprises commerciales recensées dans le département, près des trois-quarts n'emploient aucun salarié et 4 % comptent plus de dix salariés.

Un coup d'arrêt après les hausses enregistrées au cours des années 2005 et 2006. Toutefois, malgré cette dégradation constatée depuis 2006, le taux de création d'entreprises commerciales régional demeure néanmoins supérieur au taux national : 12 % contre 11,7 % en 2008. Ce résultat dissimule cependant des évolutions divergentes selon les secteurs.



65 % des créations dans le commerce de détail

Les créations d'entreprise par branche commerciale en Guadeloupe (hors Îles du Nord)

En nombre et %

Branche	2007	2008	Var %	Part en % 2007	Part en % 2008
Commerce de gros	335	265	-20,9	28,7	23,3
Commerce de détail dont :	721	735	1,9	61,8	64,7
- Supermarchés et hypermarchés	2	0	-100,0	0,2	0,0
- Alimentation de proximité	41	61	48,8	3,5	5,4
- Autres alimentaires spécialisés	69	74	7,3	5,9	6,5
- Equipements de la personne	103	122	18,5	8,8	10,7
- Equipements du foyer	31	23	-25,8	2,7	2,0
- Culture/Loisirs/Santé/Sport	57	44	-22,8	4,9	3,9
- Autres commerces de détail	418	411	-1,7	35,8	36,2
Boulangerie, pâtisserie	27	28	3,7	2,3	2,5
Charcuterie, boucherie	6	5	-16,7	0,5	0,4
Véhicules et accessoires	78	103	32,1	6,7	9,1
Total	1 167	1 136	-2,7	100,0	100,0

Sources : Insee, Sirene

Une situation contrastée suivant les secteurs

Le rythme des créations est en effet soutenu dans certaines branches commerciales : le commerce alimentaire de proximité (créations en hausse de 49 %), le commerce de véhicules et accessoires (+32 %) et l'équipement de la personne (+18 %).

La saturation apparente des segments super et hypermarché, commerce de gros et équipement du foyer explique sans doute le coup d'arrêt aux créations dans ces branches en 2008. Les orientations récentes du schéma d'aménagement régional qui mettent un terme aux créations des surfaces commerciales supérieures à 1000 m² marquent un tournant dans l'évolution à terme de l'équipement commercial.

Créer un petit commerce c'est souvent générer son propre emploi

La création de petites unités commerciales par les porteurs de projet est souvent guidée par le souci de créer son propre emploi. En 2008, 91 % des entreprises créées n'emploient pas de salarié au démarrage. 68 % des nouveaux entrepreneurs ont choisi de créer une entreprise individuelle (2% de moins qu'en 2007). Les autres créations se répartissent suivant les différentes formes sociétales.

Prépondérance du commerce de détail

En 2006, le secteur de la distribution est marqué par la prépondérance du commerce de détail qui regroupe 63 % des entreprises du secteur, 43 % du chiffre d'affaires, 48 % de la valeur ajoutée et 26 % de taux de marge. Vient ensuite le commerce de gros qui réalise un tiers du chiffre d'affaires et 30 % de la valeur ajoutée du secteur. Avec un taux de marge de 21%, la boulangerie pâtisserie fait mieux que le secteur des intermédiaires du commerce et que celui du commerce et de la réparation automobile.

Près de 3% des créations d'entreprises dans les Îles du Sud

En 2008, 32 nouvelles entreprises commerciales ont vu le jour dans les Îles du Sud. Cela représente 2,7 % des 117 entreprises créées à Marie-Galante, Les Saintes ou à la Désirade, un chiffre stable par rapport à 2007. La majorité des nouvelles entreprises, 66 % de l'ensemble et 62,5% des unités commerciales, se sont implantées à Marie-Galante, la plus grande et plus peuplée des trois îles.

Matthias BINI
CCI Pointe-à-Pitre

Les principaux agrégats du commerce Guadeloupe (y compris les Îles du Nord)

En nombre, milliers d'euros, %

2006	Nombre d'entreprises	Personnel occupé	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Marge	Taux de marge
Commerce de gros	1 582	3 878	2 147 310	253 844	435 502	20
Intermédiaires du commerce	1 035	202	90 453	20 912	14 114	16
Commerce de détail	7 278	9 575	2 779 925	431 721	713 717	26
Commerce et réparation automobile	1 308	3 463	1 301 793	149 466	186 611	14
Boulangeries, Pâtisseries artisanales	337	1 020	87 918	30 572	18 306	21
Total	11 540	18 138	6 407 400	886 514	1 368 250	21

Sources : Insee - EAE 2006 et Système Intermédiaire d'entreprises



Une année mitigée pour le tourisme

L'activité touristique a connu une année 2008 contrastée : toujours plus de passagers mais la fréquentation des hôtels et le nombre de nuitées sont en forte baisse. Néanmoins, la durée de séjour est restée stable. À l'exception des transports, les créations d'entreprises dans les secteurs liés au tourisme sont en hausse.

En 2008, le nombre de passagers à l'aéroport a franchi la barre symbolique des 2 millions soit une augmentation de 3 % par rapport à 2007. Au cours de la décennie, ce cap a été dépassé une seule fois, en 2000.

L'activité portuaire progresse de 3%

Suivant cette tendance, l'activité portuaire confirme sa progression amorcée l'année précédente. Avec un peu plus de 842 000 personnes, le trafic de passagers croît de 3 %. La croisière est la première bénéficiaire de ce surcroît d'activité comme en atteste la forte augmentation des croisiéristes (+26 %) essentiellement imputable aux nombreuses escales en Guadeloupe. Ce mode de vacances de plus en plus prisé par les touristes, fait presque jeu

égal avec le trafic inter-îles qui a baissé de 3 % en 2008. La chute de 11 % du trafic avec la Martinique, qui représente près des deux tiers du trafic inter-îles, en est la raison principale. À l'inverse, la destination de la Dominique continue de se développer rapidement (+16 %). Marginales dans le trafic inter-îles, les destinations vers les autres îles, dont Sainte-Lucie, ont séduit 27 % de touristes de moins que l'an passé. Enfin, le trafic inter-archipel, largement dominé par la desserte de Marie-Galante, reste relativement stable.

Bon cru pour la création d'entreprise

En 2008, la dynamique de création d'entreprise (+10,7 %) constatée en Guadeloupe, hors îles du Nord, a profité aux secteurs touristiques. Les créations ont progressé de 23% dans l'hôtellerie et la restauration qui reste en nombre, le secteur touristique le plus important. Les activités récréatives et la location de courte durée de véhicules progressent de 30%. Seule ombre au tableau, les créations dans les transports se contractent de 5 % après un bond de 37 % en 2007, année durant laquelle le schéma départemental des transports a été mis en place.

Un nombre de touristes qui se maintient

En 2008, 412 000 touristes, comptabilisés au départ de l'aéroport et à destination de la France métropolitaine, ont séjourné en Guadeloupe. La fréquentation touristique augmente légèrement

par rapport à 2007, soit +1%. Près de la moitié de ces touristes découvrent l'île pour la première fois. Ils optent le plus souvent pour un hébergement en hôtellerie. L'hébergement familial ne concerne que le quart des touristes mais il reste prépondérant en termes de durée de séjour. Favorisé par un coût d'hébergement bien moindre qu'à l'hôtel, le touriste en famille passe en moyenne 20 nuits dans le département. .

Activité hôtelière : moins de clients mais une durée de séjour stable

Si les touristes sont venus aussi nombreux qu'en 2008, leur mode d'hébergement s'est modifié. Dans un contexte économique dégradé en Guadeloupe continentale, le tourisme affinitaire (accueil chez des parents, des amis) affiche une forte progression. Il représente 38% des touristes (31% en 2007). A l'inverse, le tourisme d'agrément (hôtels, gîtes) est en perte de vitesse, il n'a séduit que la moitié des touristes (62 % en 2007). Du coup, l'activité hôtelière est plus réduite : le nombre de clients chute de 23,8 %, le nombre de nuitées de 26,1% et le taux d'occupation des chambres enregistre une baisse de 1,2 points. Néanmoins, la durée moyenne du séjour reste stable à 3,3 jours ainsi que la part de marché des hôtels de luxe (84 %).

Les Iles du Nord, dont le tourisme est davantage orienté vers le haut de gamme et tourné vers l'international, ne sont pas épargnées par ce ralentisse-



Moins de clients et moins de nuitées Activité des hôtels de Guadeloupe en 2008

En nombre et %

	Guadeloupe (hors Iles du Nord)	Évolution 2008/2007	Iles du Nord	Évolution 2008/2007
Clients (milliers)	366	-23,8	158	-9,2
Nuitées (milliers)	1209	-26,1	485	-24,5
Part de la clientèle étrangère	11 %	+3pts	49 %	- 14 pts
Part du haut de gamme ⁽¹⁾	84 %	-	90 %	-5 pts
Durée moyenne de séjour (jour)	3	-	3,1	- 0,6 jour
Taux d'occupation des chambres	58,2 %	-1,2 pt	49 %	- 1,5 pts

Sources : Insee, enquête fréquentation hôtelière

1) : Haut de gamme = trois étoiles et plus

ont séjourné moins longtemps, 3,2 jours contre 4 jours en 2007. En Guadeloupe continentale, ils étaient moins nombreux aussi (-8 %) mais la durée moyenne de séjour augmente, 3,1 jours contre 2,8 en 2007.

Seul le tourisme résidentiel tire son épingle du jeu, il a progressé de 9 % sur l'ensemble de l'archipel. Au final, les touristes sont venus moins nombreux et moins longtemps dans les Iles du Nord alors qu'en Guadeloupe continentale, ils étaient moins nombreux mais sont restés aussi longtemps qu'en 2007.

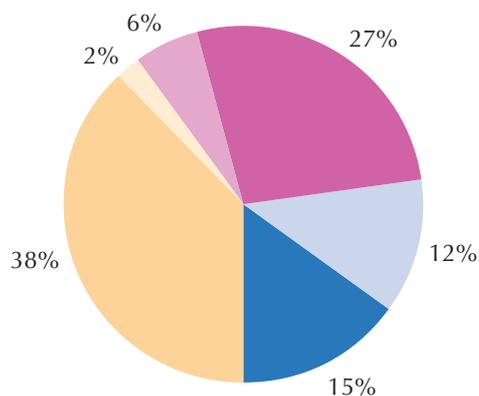
ment. Le nombre de clients baisse de 9%, les nuitées de 25 %, la durée moyenne de séjour est écourtée de 0,6 jour et le taux d'occupation des

chambres perd 1,5 points. Les touristes étrangers, essentiellement les Américains, sont venus moins nombreux dans les Iles du Nord (-23 %) et

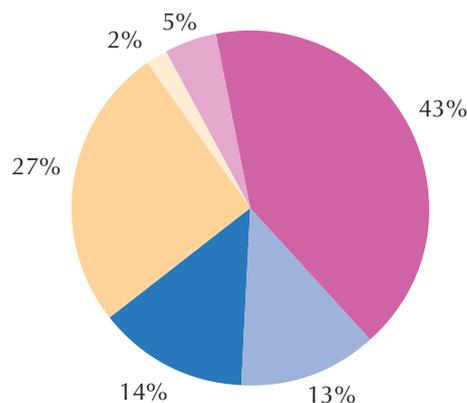
Ali BENHADDOUCHE
Joëlle ROBERT

Répartition par type d'hébergement

Part des nuitées



Part des voyageurs



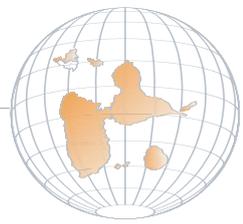
■ Hôtel ■ Gîte ■ Location ■ Familles ■ Bateau ■ Autres

■ Hôtel ■ Gîte ■ Location ■ Familles ■ Bateau ■ Autres

Source : Insee - Enquête flux touristiques 2008

Enquête de fréquentation hôtelière : elle est réalisée chaque mois auprès de l'ensemble des hôtels homologués de la région. Cette enquête est le fruit d'un partenariat entre l'Insee et la Direction du Tourisme pour suivre l'évolution de la fréquentation hôtelière.

Enquête sur les flux touristiques : elle se déroule du 1^{er} janvier au 31 décembre, au départ de l'aéroport Pôle Caraïbes et à destination de la France métropolitaine. Le plan de sondage repose sur une sélection de 90 jours d'enquête répartis sur l'année. Plus de 11 000 ménages, interrogés en salle d'embarquement ont répondu à l'enquête. Cette enquête a pour objectif de quantifier et qualifier les touristes venant en Guadeloupe sur les vols France métropolitaine - Pôle Caraïbes. Elle a été réalisée en partenariat entre l'Insee et la Région Guadeloupe. Elle bénéficie du concours de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Pointe-à-Pitre, par la collaboration mise en place avec la direction de l'aéroport.



2008, nouveau record pour le trafic de marchandises

Le Port autonome de Guadeloupe continue sur sa lancée. En 2008, avec 3 582 054 tonnes brutes de marchandises, le record du tonnage de fret manutentionné est à nouveau battu même si la croissance est moins prononcée qu'en 2007. Les importations sont en hausse de 7 % et les exportations baissent de 5 %. Avec 41% du trafic réalisé, la Caraïbe est le principal partenaire commercial. Le trafic de passagers continue à progresser mais lui aussi moins fortement.

En 2008, le trafic de fret a atteint 3 582 054 tonnes brutes de marchandises soit 4 % de plus qu'en 2007 et 170 729 Teus¹ soit 1% de plus. Une nouvelle fois, le Port autonome de Guadeloupe (PAG) bat un record de tonnage de fret manutentionné à travers ses installations. Les marchandises diverses (conteneurisées ou non) représentent la moitié du trafic total.

Le trafic de transbordement dépasse le trafic d'exportation et représente donc un enjeu important dans le trafic global.

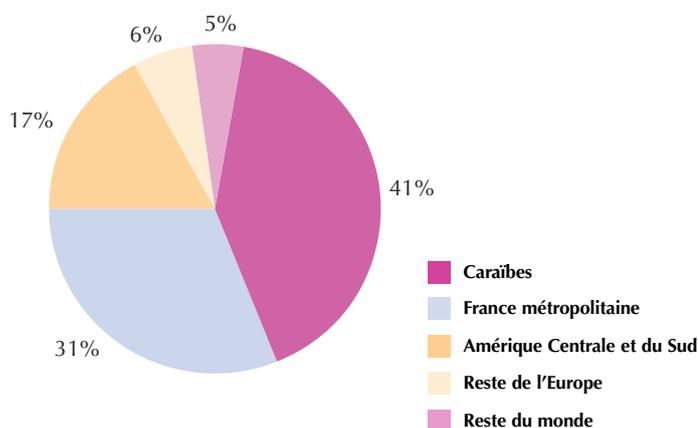
Ce trafic contribue à accroître fortement l'activité portuaire qui serait sans aucun doute en progression moins élevée si elle était soutenue uniquement par la consommation des ménages.

41 % du trafic s'effectue avec les îles de la Caraïbe dont la Martinique et les Îles du Nord. Les marchandises en provenance de la Caraïbe sont constituées essentiellement d'agrégats et d'hydrocarbures.

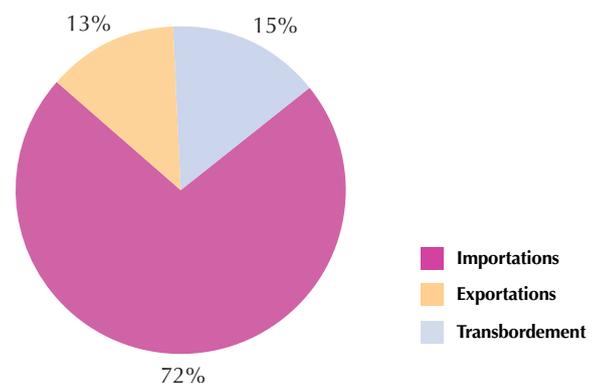
(1) : Twenty equivalent unit : unité de mesure internationale équivalente à un conteneur de 20 pieds

2/5 du trafic avec l'espace Caraïbes

Répartition du trafic de fret en 2008



Répartition du tonnage par type de trafic en 2008



Source : Port Autonome de Guadeloupe



Les importations en hausse de 7 %

Le trafic de marchandises à l'importation progresse de 7 % par rapport à 2007 et provient de deux grandes catégories : les marchandises diverses conteneurisées et les vracs solides.

Les marchandises diverses conteneurisées augmentent de 2 % (+23 000 tonnes) grâce à la progression du trafic de transbordement qui masque la stagnation des importations liées à la consommation des ménages. En 2008, 85 510 Teus pleins ont été importés contre 83 663 en 2007. Pour 69 % d'entre elles, ces marchandises proviennent de cinq ports : Le Havre (28 % des conteneurs), Rouen (13 %) Nantes-Montoir (11 %), Paramaribo (9 %) et Dunkerque (8 %). Le premier port de la Caraïbe est Paramaribo (Surinam) en raison du transbordement du trafic de bananes.

Autre catégorie de marchandise importée, le vrac solide augmente de 24 % grâce à la reprise du trafic d'extraction de sable marin.

Baisse du trafic à l'export

A l'exportation, le trafic de marchandises diminue de 5 % par rapport à 2007. Cette diminution est essentiellement due à la baisse du trafic de sucre brut et à l'arrêt des exportations d'hydrocarbures vers la Guyane française.

Toutefois, l'exportation de marchandises diverses conteneurisées progresse de 12 %, une évolution essentiellement due au trafic de transbordement. Avec 44 570 tonnes, les exportations de conteneurs de banane locale sont en hausse de 17,6 % par rapport à l'année précédente.

Le nombre de Teus pleins à la sortie est de 32 540 contre 28 151 en 2007. Les principaux ports de destination sont Dunkerque (33 % des conteneurs), Fort de France (17 %), Degrad des Cannes (10 %) et Le Havre (7 %). Le positionnement des ports de Fort de France et de Degrad des Cannes (Guyane) est dû en grande partie au rapatriement de conteneurs suite aux différents conflits sociaux portuaires de ces deux DFA en 2008.

Avec plus de 550 000 tonnes, le trafic de transbordement en tonnage brut progresse de 16 % entre 2008 et 2007. En 2008, les marchandises transbordées (la banane, le riz et le bois), sont destinées essentiellement au port de Dunkerque (30 % du total transbordé).

70 % avec Marie-Galante Transports de passagers en 2008

Type de passager	Nb de passagers transportés 2008
Croisière	115 438
Archipel Marie Galante	580 932
Archipel Les Saintes	27 462
Inter îles Martinique	74 212
Inter îles Dominique	41 769

Source : PAC

La prépondérance du port de Jarry

Comme les années précédentes, 95 % du trafic total passe par les installations de Jarry, les 5% restants se répartissent entre Folle-Anse (Marie-Galante), Basse-Terre et Pointe-à-Pitre.

Le trafic de passagers continue à progresser mais moins fortement

En 2008, 842 305 passagers ont transité par le Port autonome de Guadeloupe, soit 3% de plus que l'année précédente après une hausse de 8% entre 2007 et 2006.

Avec près de 581 000 passagers transportés, le trafic le plus important s'effectue entre Pointe-à-Pitre et Marie-Galante. Leur nombre augmente de 3 %. Avec respectivement +26 % et +16 %, le trafic de croisière et celui avec la Dominique enregistrent les plus fortes hausses.

Sophie SAINT-CHARLES
Port autonome de Guadeloupe



2008, le marché de l'automobile s'essouffle

Avec 17 608 nouvelles immatriculations enregistrées en 2008, soit 7% de moins que l'année précédente, le marché de l'automobile guadeloupéen s'essouffle. Les marques françaises sont les plus touchées. Enregistrant une baisse de 1,2%, le marché de l'occasion reste quasi stable.

En baisse de 8 %, les ventes de voitures particulières, sont particulièrement concernées. Toutes les catégories sont touchées les petites cylindrées de 4-6CV sont en recul de 7 %, les 7-9CV de 12% et les plus de 10CV de 6,6 %. En 2008, les ventes de voitures particulières neuves ont diminué de 1 244 unités. Le climat d'incertitude lié à la crise économique mondiale a sans doute eu un effet sur les consommateurs qui ont reporté (voire annulé) leur décision d'acquisition d'un nouveau véhicule.

Cette baisse est générale qu'il s'agisse de véhicules d'entreprise (30 % du parc) ou de véhicules appartenant à des particuliers. Les voitures de marque étrangère résistent mieux que les marques françaises : elles représentent 57 % des ventes, soit un point de plus que l'année précédente.

Le coût du carburant défavorise toujours les ventes de véhicules consom-

mant de l'essence (-12 %), alors que le diesel limite son recul avec à peine 5 % de baisse. Avec près de 53 % du parc de voitures particulières neuves, le gazole continue à grignoter des parts de marché.

Les mesures visant à limiter la pollution produisent leurs premiers effets : 50 véhicules utilisant une énergie alternative ont été vendus en 2008, les ventes avaient été quasi nulles en 2007. Les chiffres du mois de décembre 2008 semblent confirmer cette tendance. Les ventes de véhicules de 4-5 CV font un bond de 26 %, c'est 149 unités de plus

qu'en décembre 2007. Cela coïncide avec la mise en place du super bonus, une prime pour la mise à la casse d'un véhicule de plus de dix ans et l'achat d'un véhicule émettant moins de 130 grammes de CO₂/Km.

Avec 25 600 ventes de véhicules, le marché de l'occasion est resté quasi stable (-1,2 %). En ces temps où le pouvoir d'achat est une préoccupation importante, nombre de ménages se dirigent vers le marché de l'automobile dite de seconde main.

Nicolas SILVESTRE

Répartition des immatriculations des véhicules neufs et d'occasion

En nombre et %

	Immatriculations					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Véhicules neufs						
Voitures particulières et commerciales	14 264	13 926	14 359	13 562	15 539	14 295
dont : % de marques étrangères	47	49	49	52	56	57%
% de diesel	41	45	50	53	56	58%
dont : Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	738	742	561	591	817	1 008
dont : % de marques étrangères	88	91	96	96	96	96%
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	2 656	2 618	2 881	2 931	3 297	3 246
Tracteurs routiers	25	20	36	22	33	39
Cars et autobus	34	54	51	29	19	67
Remorques lourdes et semi remorques	23	27	27	23	44	36
Total	16 954	16 598	17 291	16 522	18 855	17 608
Véhicules d'occasion						
Voitures particulières et commerciales	19 867	20 268	20 022	20 673	22 235	22 069
dont : % de marques étrangères	44	45	44	44	44	45%
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	3 067	3 079	3 025	3 268	3 527	3 329
dont : % de marques étrangères	50	51	51	49	52	52%
Tracteurs routiers	50	48	41	36	54	57
Cars et autobus	155	152	117	47	123	182
Remorques lourdes et semi remorques	73	59	55	54	63	48
Total	23 089	23 499	23 164	23 988	25 885	25 580

Sources : Fichier Central des Automobiles



2008, retournement de tendance : davantage de demandeurs d'emploi

En 2008, après quelques années d'amélioration, la situation sur le marché du travail guadeloupéen se détériore, notamment au second semestre. Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont plus nombreux. Les jeunes et les seniors sont particulièrement touchés. En légère diminution, le chômage de longue durée concerne toujours près d'un demandeur sur deux. Les offres d'emploi progressent pourtant et atteignent un niveau record.

Au 31 décembre 2008, 42 337 demandeurs d'emploi de catégorie 1 sont inscrits à Pôle Emploi (structure issue de la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC), soit 1 630 de plus qu'en 2007. Entre décembre 2007 et décembre 2008, la demande d'emploi de catégorie 1 (cf. définitions) s'est accrue de 4 %. Une hausse sensible que l'on n'avait plus observée depuis 1999, dernière date d'un accroissement élevé du chômage en Guadeloupe. Sur la même période, les offres d'emploi proposées par Pôle emploi progressent de 2,5 %, s'établissant à un niveau record.

4% de hausse de la demande d'emploi en 2008

La détérioration sur le marché du travail guadeloupéen est générale. Les personnes inscrites en catégorie 1 sont plus nombreuses. Mais c'est également le cas pour les personnes inscrites dans les autres catégories (+3,5 %).

La hausse de la demande concerne davantage les femmes (+5,1%) que les hommes (+2,9 %). Les femmes représentent près de 58 % des demandeurs inscrits à Pôle Emploi. La part des femmes parmi les demandes d'emploi en fin de mois est particulièrement forte en 2008 et n'avait pas été observée à un tel niveau depuis 10 ans. Toutes les catégories de niveau de formation sont touchées de manière assez uniforme à l'exception notable du niveau VI (sans diplôme ni formation), ainsi que toutes les catégories professionnelles sauf celle des manœuvres.

Les seniors et les jeunes toujours à la peine

La dégradation du marché du travail touche fortement les jeunes. Entre 2007 et 2008, leur nombre augmente de 7,8 %. Mais le cas des seniors (50 ans ou plus) est encore plus marqué ; ils sont 790 de plus en 2008, ce qui représente une hausse de 16,1 % sur un an. Les actifs adultes (tranche d'âge des 25-49 ans) sont relativement épargnés par la hausse générale de la demande d'emploi. Leur nombre ne croît que de 1,4 % en 2008.

Globalement le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (un an ou plus) varie peu (-0,2 %) mais les évolutions sont contrastées selon l'ancienneté d'inscription. Le nombre des demandeurs d'emploi depuis un à deux ans baisse de 2,7 %. Celui des demandeurs d'emploi entre deux et trois ans baisse de 8,2 %. Pour les

La situation des seniors s'est fortement dégradée en 2008 Caractéristiques des demandeurs d'emploi par tranche d'âge

En nombre et %

	Effectif au 31/12/2007	Effectif au 31/12/2008	Évolution 2008/2007	Demande d'emploi longue durée (1an et plus)	Niveau de formation de l'enseignement supérieur	Faible niveau de formation
Moins de 25 ans	5 362	5 780	7,8	25,5	12,1	13,7
de 25 à 49 ans	30 433	30 855	1,4	51,3	11,9	31,5
Au moins 50 ans	4 912	5 702	16,1	62,2	5,4	60,4
Ensemble	40 707	42 337	4,0	49,2	11,0	33,0

Source : DTEFP - Pôle emploi



demandeurs d'emploi de trois ans et plus, leur nombre augmente de 7,1 %. Près d'un demandeur sur deux a une ancienneté d'inscription au moins égale à un an contre moins d'un sur quatre dans l'hexagone.

Les zones touristiques de Grande Terre et l'agglomération pointoise particulièrement touchées

La détérioration ne touche pas tout le territoire guadeloupéen de manière uniforme. Les zones de Saint-François-Sainte-Anne ainsi que l'agglomération pointoise sont davantage touchées. D'autres zones, plus administratives telle Basse-Terre ou hébergeant moins d'entreprises et de population sont moins affectées. Les pertes d'emplois dans l'hôtellerie ont certainement eu un impact sur Saint-François en 2008. Mais plus largement, la hausse du nombre d'inscrits résulte d'abord de la forte baisse des flux de sortie de Pôle emploi, dans les zones où la demande augmente fortement. Les flux d'entrée à Pôle emploi ont quant à eux baissé légèrement : c'est particulièrement vrai aux Abymes où une diminution de 14 % des sorties a été enregistrée à Pôle emploi sur un an.

Flux : légère baisse des inscriptions à Pôle emploi mais forte chute des sorties

En 2008, le flux des inscriptions s'est élevé à 49 801, en légère baisse de 1,9 %. La fin de contrat ou de mission d'intérim demeure la première cause d'inscription identifiée à Pôle emploi et progresse de 10,7 %. L'inscription pour reprise d'activité après interruption progresse fortement (+19,4 %).

Tous les autres motifs d'inscription sont en baisse. Les sorties de Pôle emploi ont diminué de 10 % en 2008 pour s'établir à 48 041. Les absences au contrôle constituent près de 7 sorties sur 10 et par leur importance, rendent difficile une analyse précise des causes de sortie de Pôle emploi. On peut néanmoins penser qu'une partie des

absences au contrôle correspond à des personnes ayant retrouvé un emploi.

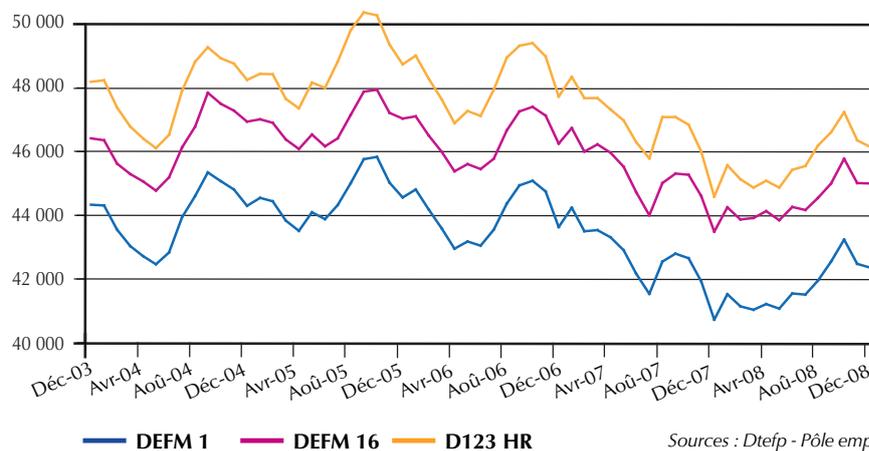
Les offres enregistrées augmentent encore en 2008

En termes d'offres d'emploi recueillies par Pôle emploi, leur nombre s'est encore accru de 2,5 % et s'établit à un niveau record (1 357 offres en moyenne chaque mois en 2008). Quant aux offres d'emploi satisfaites, leur nombre s'accroît de 9 % en 2008 par rapport à 2007. Dans le même temps, les offres annulées ont reculé de plus de 30 % sur la période soit une offre sortie sur dix.

Roman JANIK
et Charly DARMALINGON
DTEFP

En 2008, remontée de la Demande d'Emploi en Fin de Mois Les demandeurs d'emploi en fin de mois en Guadeloupe de 2003 à 2008

En nombre de DEFM



Sources : Dtefp - Pôle emploi

Définitions

DEFM1 (catégorie 1) : Demandeur d'emploi de fin de mois qui est sans emploi, immédiatement disponible et tenu d'accomplir des actes positifs de recherche, à la recherche d'un emploi en CDI à temps plein.

DEFM123HAR : Demandeur d'emploi de fin de mois qui n'a exercé aucune activité réduite dans le mois et qui recherche un emploi à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel, ou un emploi à durée déterminée temporaire ou saisonnier.

DEFM1+6 : Demandeur d'emploi de fin de mois qui recherche un emploi à temps plein et à durée indéterminée, y compris celui qui a exercé une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois.

Avertissement

A partir de mars 2009, de nouvelles catégories de DEFM sont diffusées (A, B, C, D et E) sur les données de février 2009 et ultérieures. Avant cette date, les DEFM étaient comptabilisées en 8 catégories (1 à 8). La catégorie 1 était généralement la principale suivie.



Un chômage toujours très élevé

En 2008, bien que le nombre de personnes en emploi progresse, le taux d'emploi des 15-64 ans recule à 48,8 %, encore un peu plus loin de l'objectif européen de Lisbonne de 70 %. Les seniors ayant un emploi sont plus nombreux que l'an passé. L'effectif des chômeurs (au sens du BIT) baisse de 1 100. Malgré cela, avec un taux de 22%, le chômage reste à un niveau très élevé en Guadeloupe. De plus, quatre chômeurs sur cinq vivent dans cette situation depuis plus d'un an.

En juin 2008, 84 900 femmes guadeloupéennes font partie de la population active alors que les hommes actifs sont 82 400. Malgré leur supériorité numérique, le taux d'activité des femmes reste à plus de sept points en-dessous de celui des hommes, respectivement 49,5 % et 56,9 %. La population active guadeloupéenne vieillit. Les 50 ans ou plus sont plus nombreux sur le marché du travail que l'année précédente : ils sont 40 200, en hausse de 3 600 sur un an. Leur taux d'activité s'élève à 33,8 %, soit 0,9 point de plus qu'en 2007. En revanche, avec 116 600

personnes actives, l'effectif des actifs de 25-49 ans s'abaisse de 3 700. Dans cette tranche d'âge, le taux d'activité s'établit à 81,1 %, en recul de 0,5 point par rapport à 2007. Quant aux jeunes actifs (15-24 ans), l'effectif se stabilise (10 500 personnes). Le taux d'activité des jeunes recule de 1,3 point. Il se situe à 19,6 %.

ans ayant un emploi, ils sont 1 400 de moins. Quant aux jeunes ayant un emploi, leur effectif reste stable. En revanche, parmi ces jeunes, on dénombre 400 hommes de plus et 400 femmes de moins.

Les salariés sont de plus en plus nombreux : le nombre des contrats à durée indéterminée (CDI) du secteur privé

De nouveau plus loin des objectifs de Lisbonne Taux d'emploi et objectifs européens

En nombre et %

	2006	2007	2008	objectif européen pour 2010
Taux d'emploi des 15-64 ans	45,9	49,3	48,8	70 %
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	41,0	44,7	44,3	60 %
Taux d'emploi des 55-64 ans	41,8	42,5	44,2	50 %
Personnes ayant un emploi	122 241	129 320	130 427	-
Hommes	64 855	66 832	67 336	-
Femmes	57 386	62 488	63 091	-

Sources : Insee Enquête Emploi 2008

Davantage d'emplois

En 2008, 130 400 Guadeloupéens exercent un emploi, soit 1 100 personnes de plus que l'année précédente. Malgré cela, le taux d'emploi des 15-64 ans s'établit à 48,8 %, après 49,3 % en 2007. La Guadeloupe s'éloigne de l'objectif européen de Lisbonne, fixé à 70 % pour 2010.

La Guadeloupe compte 67 300 hommes et 63 100 femmes en emploi, soit 500 hommes et 600 femmes de plus qu'en 2007. L'évolution varie fortement suivant les tranches d'âge : 2 600 seniors (50-64 ans) de plus ont un emploi. Parmi les actifs de 25-49

s'accroît de 1 200. Les titulaires de la fonction publique et les CDI de droit public comptent 1 300 emplois supplémentaires. En revanche, le nombre des non-salariés diminue de 1 500.

Des emplois en majorité à temps partiel

Les femmes occupent 45,1 % des emplois à temps complet et 60,5 % des emplois à temps partiel. En une année, les écarts entre les hommes et les femmes se creusent : parmi les travailleurs à temps complet, l'effectif des femmes baisse de 500 alors que celui des hommes augmente de 800. En revanche, l'effectif des femmes



Les femmes sont plus exposées au chômage Evolution du chômage

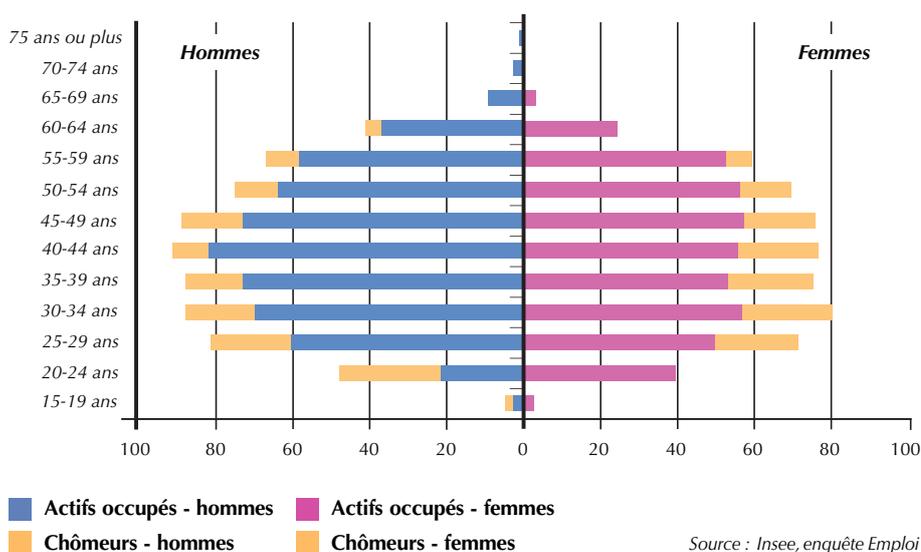
En nombre et %

	2006	2007	2008
Nombre de Chômeurs au sens du BIT (en nombre)	41 050	37 986	36 874
Hommes	18 676	15 921	15 085
Femmes	22 374	22 065	21 789
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)			
Ensemble	25,1	22,7	22,0
15-24 ans	57,2	55,3	55,7
25-49 ans	26,5	23,5	22,3
50 ans et plus	9,6	10,8	12,5
Hommes	22,4	19,2	18,3
15-24 ans	55,1	57,8	54,3
25-49 ans	22,4	18,6	16,7
50 ans et plus	8,8	9,3	12,0
Femmes	28,1	26,1	25,7
15-24 ans	60,0	52,3	57,7
25-49 ans	30,7	28,2	27,5
50 ans et plus	10,4	12,3	13,0
Taux de chômage de longue durée (%)			
Ensemble	21,5	19,1	18,1
Hommes	19,0	16,0	15,0
Femmes	24,1	22,2	21,1

Source : Insee Enquête Emploi

Les femmes plus souvent au chômage que les hommes Part de l'emploi et du chômage dans la population des 15 ans ou plus

En %



Source : Insee, enquête Emploi

travaillant à temps partiel progresse de 1 100 tandis que celui des hommes diminue de 300.

Néanmoins, le chômage demeure très élevé

En 2008, les chômeurs représentent 22 % de la population active guadeloupéenne, contre 22,7 % l'année précédente. C'est près de trois fois plus qu'au niveau national. Cependant, le nombre de chômeurs au sens du BIT continue à décroître. En 2008, ils sont 36 900, contre 38 000 en 2007 et 41 000 en 2006, à être sans emploi, à être disponibles dans les 15 jours et à avoir fait des recherches effectives d'emploi dans le mois précédent (normes du Bureau international du travail).

Les femmes sont toujours plus exposées au chômage. Elles sont 21 800 à être dans cette situation, soit près de 60 % des chômeurs. Rassemblant 26 000 individus, l'effectif des chômeurs de 25-49 ans diminue nettement. Par rapport à 2007, ils sont 2 300 de moins. A l'inverse, l'effectif des seniors au chômage progresse de 1 100. Il compte désormais 5 000 personnes. Quant aux jeunes chômeurs, l'effectif s'établit à 5 800, soit 100 de plus qu'en 2007.

Les Guadeloupéens au chômage depuis plus d'un an (appelé également chômage de longue durée) sont au nombre de 30 200. Ils représentent quatre chômeurs sur cinq. Les femmes au chômage depuis plus d'un an sont plus nombreuses que les hommes, respectivement 17 900 et 12 340.

Xavier PARAIRES



Diplôme national du brevet : moins de lauréats en 2008

En Guadeloupe, 4 630 candidats ont obtenu le diplôme national du brevet en 2008. Le taux de réussite à cet examen s'établit à 67 %, un chiffre en retrait de dix points par rapport à l'année précédente. Les filles réussissent mieux, 74 % décrochent le diplôme contre 60 % des garçons. L'origine sociale des parents est un facteur important dans la réussite à l'examen : l'écart varie de 29 points entre les catégories socioprofessionnelles figurant aux extrémités de l'échelle sociale.

En Guadeloupe, 7 023 candidats se sont inscrits à la session de 2008 du diplôme national du brevet (DNB) : 6 759 dans la série collège (96 %), 120 dans la série professionnelle (2 %) et 144 dans la série technologique (2 %). Globalement, on comptabilise deux cents élèves en moins par rapport à 2007.

Des résultats marqués par l'origine sociale

Avec un taux de réussite de 87 %, les enfants des catégories sociales (favorisées A) devancent tous les autres candidats. Dans les milieux défavorisés le taux tombe à 58 %, soit un écart de 29 points.

Résultat par série du DNB, session 2008

En nombre et %

	Inscrits	Présents	Admis	% réussite
Collège	6 759	6 632	4 511	68,0 %
Professionnel	120	107	13	12,1 %
Technologique	144	134	104	77,6 %
Total	7 023	6 873	4 628	67,3 %

Sources : Océan/DEC/CATI/Calcul SSA

Sur l'ensemble des inscrits, 6 873 élèves sont effectivement présents à l'ensemble des épreuves soit un taux de présence de 98 %.

Parmi les présents à l'examen, 4 628 candidats ont finalement décroché le diplôme. Le taux de réussite, égal à 67,3 %, est inférieur à celui de l'année précédente (78,5 %). Les nouveaux diplômés du DNB sont moins nombreux (-855 lauréats).

Les filles réussissent mieux

Avec 2 675 admises, un taux de réussite de 74 %, les filles obtiennent plus souvent leur brevet que les garçons (+14 points). Elles sont également plus nombreuses à obtenir une bonne mention : 18 % des filles admises ont décroché une mention « bien » ou « très bien », contre 12 % seulement des garçons.

Taux de réussite au DNB par catégorie socioprofessionnelle, session 2008

En nombre et %

	Nombre d'admis	% de réussite
PCS FAVORISEES A ⁽¹⁾	768	86,8 %
- dont cadre de la fonction publique		89,2 %
- dont professeur et assimilé		88,8 %
PCS FAVORISEES B ⁽²⁾	578	75,5 %
PCS MOYENNES ⁽³⁾	1 691	68,7 %
- dont policier et militaire		86,2 %
PCS DEFAVORISEES ⁽⁴⁾	1 456	58,3 %
PCS Non Renseignée	135	51,5 %

Sources : Océan/DEC/Calcul SSA

(1) Cadres, professions intellectuelles supérieures, chefs d'entreprise de plus de dix salariés

(2) Professions intermédiaires, Techniciens

(3) Agriculteurs exploitants, artisans, commerçants, employés

(4) Ouvriers, sans activité professionnelle



Les enfants de policiers et militaires réussissent davantage que la moyenne de leur groupe social : lorsque l'un des parents est policier ou militaire le taux de réussite s'élève à 86 %.

Des meilleurs résultats au contrôle continu

Le diplôme national du brevet est attribué en fonction des résultats scolaires obtenus en classes de quatrième et de troisième, et des notes attribuées à un examen de fin d'année. Pour les candidats scolaires élèves de la classe de troisième, cet examen comporte trois épreuves écrites : français, mathématiques et histoire- géographie- éducation civique.

En mathématiques, les candidats obtiennent de meilleures notes au contrôle continu qu'aux épreuves de fin d'année : la note moyenne au contrôle continu est de 9,1 mais de 6,6 à l'examen final.

En français, l'écart entre le contrôle continu et l'examen final est moins accentué : les élèves ont une moyenne de 10,3 sur 20 au contrôle continu et de 9,7 à l'examen.

De meilleures notes en mathématiques pour les enfants de cadres

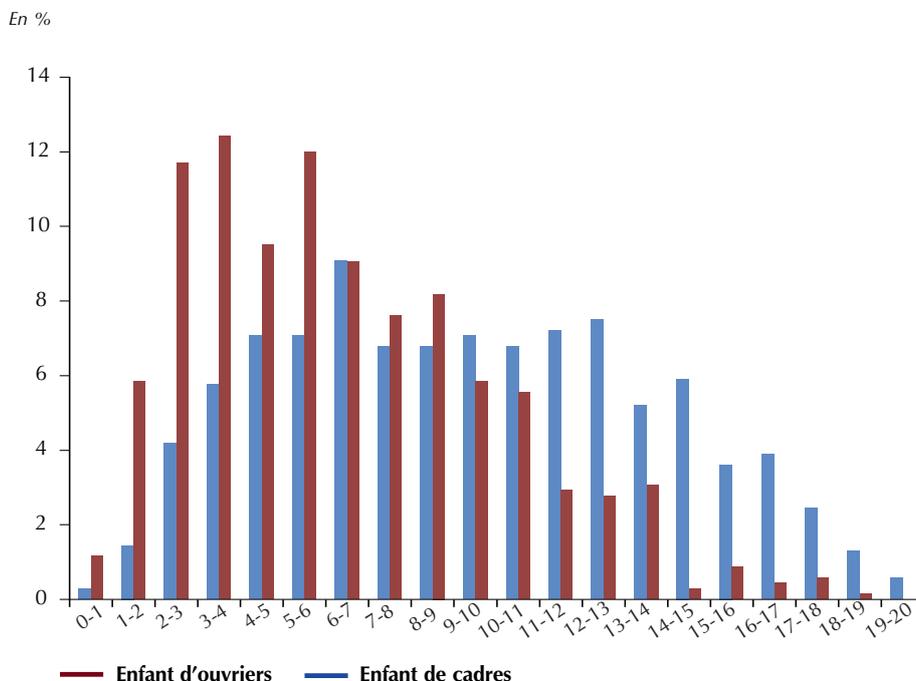
A l'examen final de mathématiques, les écarts sont très importants : 3 points séparent la note moyenne des enfants

de cadres (9/20) de celle des enfants d'ouvriers (6/20).

Par ailleurs, la distribution des notes des enfants d'ouvriers se caractérisent par des résultats très faibles : 8 enfants sur 10 ont obtenu une note inférieure à la moyenne à l'examen final contre 5 enfants de cadres. A l'inverse, les enfants de cadres se distinguent par des notes élevées : 30 % obtiennent une note supérieure à 12, soit trois fois plus souvent que les enfants d'ouvriers.

Claudine MOUTOUSSAMY
Rectorat Guadeloupe

Répartition des élèves suivant la note finale de Mathématique DNB 2008



Sources : Ocean, DEC, Calcul SSA



Moins de naissances et un peu plus de décès

En 2008, la population de la Guadeloupe augmente à un rythme inférieur à la moyenne nationale. Pour la troisième année consécutive, le nombre de naissances diminue et passe en dessous du seuil de 6 000.

Les personnes âgées sont de plus en plus nombreuses et les décès augmentent.

L'excédent naturel (différence entre nombre de naissances et nombre de décès) se contracte.

Au premier janvier 2008, la population de la Guadeloupe, hors Iles du Nord, est estimée à 405 500 personnes. Depuis 1999, la région a gagné environ 2 200 habitants par an soit un rythme annuel de croissance démographique de 0,5 %.

Au sein des régions d'Outre-mer, la Guadeloupe se situe au second rang par sa population mais a le taux de croissance annuel moyen le moins élevé des quatre Dom. Elle est en dessous de l'accroissement annuel de la France métropolitaine (0,6 %). Depuis 1990, la part des personnes de moins de vingt ans diminue régulièrement. En 2008, elle atteint 30 % de la population soit près de 124 000 personnes. Dans le même temps, la population âgée de plus de 60 ans progresse et représente près de 17 % des habitants contre 11 % en 1990. En 18 ans, le nombre des plus de 75 ans a plus que doublé (+105%) pour atteindre 22 700 personnes. Sur la même période, l'ensemble de la population guadeloupéenne n'a augmenté que de 15 %.

Faible nombre des naissances et toujours plus de naissances hors mariage

En 2008, 2 967 garçons et 2 791 filles sont nés en Guadeloupe. Le nombre de naissances diminue de 300 par rapport à 2007 et atteint son plus bas niveau depuis dix ans. Le taux de natalité diminue légèrement par rapport à l'année précédente et s'établit à 15 naissances pour mille habitants. Il se rapproche du taux de natalité de la

Martinique et de la moyenne nationale (13 pour mille). Parmi les trois départements français d'Amérique, seule la Guyane se distingue avec un taux de natalité bien supérieur : 30 pour mille. Au cours des dix dernières années, en Guadeloupe, le nombre de femmes d'âge fécond oscille entre 107 000 et 108 000 et l'âge moyen à la maternité reste stable : il est de 29 ans. L'indicateur conjoncturel de fécondité demeure supérieur au seuil de remplacement des générations. En 2006, 232 enfants naissent pour 100 femmes en âge de procréer.

En 2008, près des trois quarts des naissances se produisent hors mariage, une proportion en hausse régulière. En France métropolitaine, ces naissances comptent pour 52 % de l'ensemble et sont majoritaires seulement depuis 2006. En Guadeloupe, 1 427 mariages ont été célébrés en 2007 soit 139 de moins qu'en 2006. Dans 71 % des cas, il s'agit d'un premier mariage pour les deux conjoints.

Un peu plus de décès, mais moins avant l'âge d'un an

En 2008, les décès domiciliés dans la région sont estimés à 2 780, soit 125 décès de plus qu'en 2007 (+4,7 %). La hausse des décès serait plus forte en Guadeloupe qu'au niveau national (+2,3 %). Les espérances de vie à la naissance se stabilisent autour de 75 ans pour les hommes et 82,6 ans pour les femmes. Le taux de mortalité infantile baisse très sensiblement par



Des naissances toujours en baisse

En nombre et %

	Population au 1 ^{er} janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
1999	385 609	6 481	2 505	3 976	16,8	6,5
2000	388 045	6 664	2 505	4 159	17,1	6,4
2001	390 672	6 712	2 462	4 250	17,1	6,3
2002	393 024	6 110	2 639	3 471	15,5	6,7
2003	394 881	6 102	2 522	3 580	15,4	6,4
2004	396 992	6 339	2 551	3 788	15,9	6,4
2005	399 178	6 535	2 771	3 764	16,3	6,9
2006	400 736	6 228	2 763	3 465	15,5	6,9
2007	403 000*	6 053	2 655	3 398	13,4	6,6
2008	405 500*	5 758	2 780*	2 978		

* Estimations

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil

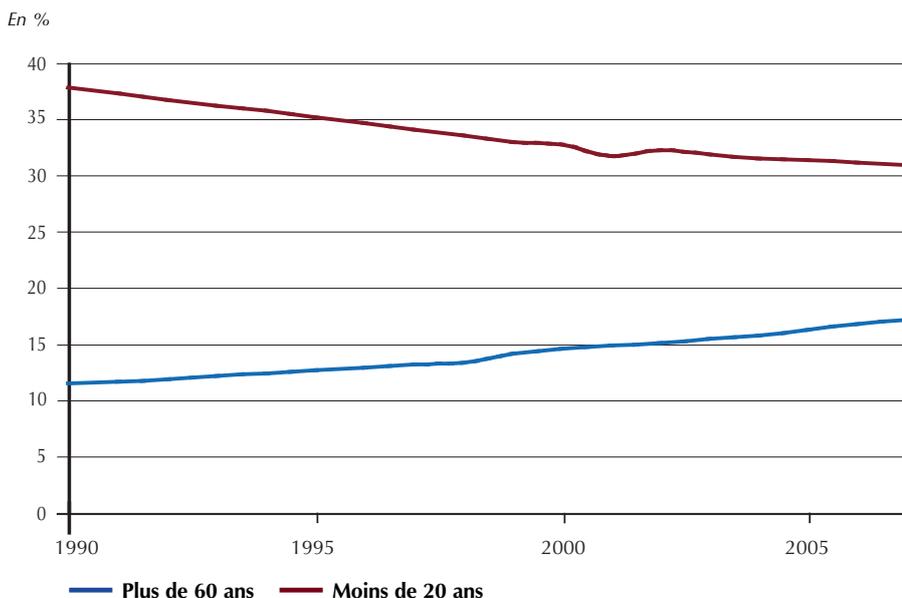
rapport à 2006 en passant de 8,9 décès à moins d'un an pour mille naissances vivantes à 6,1 pour mille soit un niveau inférieur à 2005. La Guadeloupe demeure toutefois au-dessus de la moyenne nationale : 3,8 pour mille.

Hugues HORATIUS-CLOVIS

Résultats hors îles du Nord

Depuis juillet 2007, les deux îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, jusqu'alors communes de la Guadeloupe, sont devenues des collectivités d'outre-mer. Elles ne sont donc plus comptabilisées avec le département de la Guadeloupe. Toutes les séries, que ce soit pour la population ou pour les événements d'état civil ont été recalculées pour la Guadeloupe et pour la France en excluant Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Une population vieillissante



Source : Insee - estimations de population et statistiques de l'état civil

Définitions

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne de la même période

Indicateur conjoncturel de fécondité : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

Taux de mortalité : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période

Taux de mortalité infantile : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants

Méthode

Jusqu'à présent, les résultats du dernier recensement général de la population de 1999 servaient de base aux estimations de la population. Cette année, les premiers résultats définitifs du nouveau recensement permettent d'établir la population de référence au 1^{er} janvier 2006 à partir des cinq premières enquêtes annuelles de recensement, collectées de 2004 à 2008. Cela a conduit à réviser les estimations de population postérieures à 1999. Désormais, les estimations de population jusqu'au 1^{er} janvier 2006 inclus sont définitives. Les estimations au 1^{er} janvier 2007 et 2008 restent provisoires et seront révisées l'an prochain, avec la disponibilité de nouveaux résultats définitifs du recensement.



A compter du 1er juillet 2009, ouverture du site www.recensement.insee.fr.
Les données du recensement 2006 seront disponibles aux niveaux communal et régional.



Résultats du recensement de la population - 2006



Chiffres clés

Tableaux détaillés

Données téléchargeables

Documentation

Aide

■ Résultats du recensement de la population

Le recensement de la population donne accès à de nombreuses données statistiques sur les caractéristiques et la localisation des personnes et des logements.

Ses résultats sont proposés sous des formes variées, qui répondent à différents besoins : chiffres clés pour des statistiques de base, tableaux détaillés pour aller plus loin, données téléchargeables pour les besoins plus spécifiques.

Sélectionnez le type de produit adapté à vos besoins ou utilisez le formulaire de recherche situé à droite de cette page en indiquant une zone géographique sur laquelle vous souhaitez obtenir des résultats.

:: Chiffres clés

Six fiches de tableaux et graphiques simples pour aller à l'essentiel.

Disponibles pour chaque commune, pour les arrondissements municipaux de Paris, Lyon et Marseille, et pour les territoires standard constitués d'un ensemble de communes entières (arrondissements, départements, régions, zones d'emploi, unités urbaines...).

:: Tableaux détaillés

Plus de 80 tableaux disponibles, à partir de 2 000 habitants, pour les communes, les arrondissements municipaux de Paris, Lyon et Marseille, et les territoires standard constitués d'un ensemble de communes entières (arrondissements, départements, régions, zones d'emploi, unités urbaines...).

:: Données téléchargeables

Des bases de tableaux pour procéder aux regroupements et calculs souhaités.

Des fichiers détail rendus anonymes pour réaliser ses propres tableaux.

■ Actualités

Le site sera enrichi au 4^e trimestre 2009 par la mise en ligne de nouveaux fichiers de données, sous la rubrique « Données téléchargeables ».

1^{er} juillet 2009

■ Liens

- Les recensements de population
- Les populations légales
- Statistiques locales
- Les résultats des années précédentes
- Les résultats du recensement de 1999

:: Modifier votre recherche

Saisissez le libellé ou le code d'une zone géographique :

Anse-Bertrand (97102 - Commune)

Vous pouvez sélectionner un thème :

■ Chiffres clés

Les résultats essentiels du recensement de la population en six fiches thématiques proposant tableaux et graphiques simples.

Disponibles pour chaque commune, pour les arrondissements municipaux de Paris, Lyon et Marseille, et pour les territoires standard constitués d'un ensemble de communes entières (arrondissements, départements, régions, zones d'emploi, unités urbaines...).

Chaque fiche est exportable en format PDF.

:: Recherche de chiffres clés

Saisissez le libellé ou le code d'une zone géographique :

Sélectionnez un thème :

- Diplômes - Formation
- Emploi - Population active
- Évolution et structure de la population
- Famille - Situation matrimoniale
- Formes et conditions d'emploi
- Logement

:: Pour en savoir plus

- Documentation sur les chiffres clés
- Cartes
- Statistiques locales
- Les recensements de population

N° 71 - Guadeloupe - Juin 2009

antiano

39

